



**Conseil national
de l'information statistique**

Paris, le 30 octobre 2017 – N°119/H030

**Commission
Démographie et Questions Sociales**

Programme de travail 2018

Sommaire

DEPS – DÉPARTEMENT DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION.....	3
DSED – DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION. DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....	8
INED – INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES.....	10
INSEE (UEDS) – UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	14
INSEE (DRCVM) – DÉPARTEMENT DES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	16
INSEE – UNITÉ DES PRIX À LA CONSOMMATION ET DES ENQUÊTES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....	19
SERVICE DE LA DONNÉE ET DES ÉTUDES STATISTIQUES – SOUS-DIRECTION LOGEMENT ET CONSTRUCTION NEUVE. MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE.....	21
MEOS, INJEP – MISSION DES ÉTUDES, DE L'OBSERVATION ET DES STATISTIQUES. INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE. DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.....	25
ELIPSS.....	29

1. Exposé de synthèse

Le programme du travail du DEPS est le résultat d'un processus de formalisation et de structuration de l'activité mené au sein du SSM. Deux instances de concertation sont mobilisées pour enrichir et valider ce travail collectif :

- Un **comité ministériel**, réunissant, sous la présidence du secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication, les trois directions du ministère (les directions générales de la création artistique, du patrimoine et des industries culturelles), ainsi que la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) et l'Inspection générale des affaires culturelles (IGAC).
- Un **comité scientifique**, composé de personnalités issues des principales institutions académiques avec lesquelles le DEPS collabore, ainsi que de l'Insee : Christian BAUDELLOT (ENS, professeur émérite de sociologie), Françoise BENHAMOU (professeur des universités, membre de l'ARCEP), Catherine COURTET (ANR, département sciences humaines et sociales), Patrice FLICHY (Université Paris-Est, professeur de sociologie), Pierre-Cyrille HAUTCOEUR (président de l'EHESS), François HÉRAN (ANR, responsable du programme SHS), Sandra LAUGIER (INSHS/CNRS, directrice adjointe scientifique chargée de l'interdisciplinarité), Sylvie LAGARDE (INSEE, directrice de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale), Pierre-Michel MENGER (professeur au Collège de France, directeur d'études à l'EHESS).

À partir de 2016, chaque année, le DEPS réunit deux fois le comité ministériel (en mars et en octobre), ainsi que le comité scientifique (en juin). Le comité ministériel de mars permet de dresser un bilan de l'année passée, ainsi que d'évoquer les pistes pour l'actualisation du programme de travail. Le comité scientifique de juin est l'occasion de proposer ces pistes, de vérifier leur pertinence au regard des orientations scientifiques prises par les partenaires académiques du DEPS, voire d'infléchir les orientations prises pour les adapter au mieux à l'état de la connaissance et aux travaux développés dans ces institutions. Enfin, le comité ministériel d'octobre permet de valider définitivement le programme de travail définissant l'activité du DEPS pour les deux années suivantes.

L'actualité de 2018 va être fortement marquée par la reconduction de l'**enquête décennale sur les pratiques culturelles des Français** (cf. travaux nouveaux 2018). Il s'agit d'une opération lourde, à la fois humainement et financièrement, et qui n'a pu être instruite que grâce à un doublement du budget du SSM Culture accordé pour les années 2017 et 2018.

Cette année va être également l'occasion pour le SSM d'installer plusieurs travaux, nouveaux en 2017, mais destinés à s'inscrire dans un rythme annualisé de réactualisation. Il s'agit de :

- la rationalisation de nos dispositifs d'observation des dépenses publiques pour la culture dans les territoires d'une part et des données historiques sur les artistes et auteurs d'autre part. L'analyse des dépenses publiques en particulier s'appuie depuis 2015 sur un partenariat avec la DGFIP et une exploitation systématique et annualisée des comptes de gestion des collectivités territoriales. Pour compléter ces informations budgétaires, le DEPS finance tous les quatre ans une enquête auprès des collectivités territoriales, visant à consolider les informations transmises tous les ans dans les comptes de gestion. À ces informations, le DEPS ajoute depuis 2016 une analyse fine des dépenses territorialisées du ministère de la culture, donnant ainsi une vision globale des dépenses publiques pour la culture.
- la production annualisée d'un atlas régional de la culture, dont la première édition est parue en 2017. Cette opération, en cours de rodage, mobilise largement le Département, car elle mutualise l'ensemble des domaines dans lesquels le SSM intervient.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

6e édition de l'enquête Pratiques culturelles des Français

Type : Production d'une enquête

Calendrier : Terrain tout au long de l'année 2018, premières publications au T2 et T3 2019

Initiées dans les années 1970, et reconduites à intervalles réguliers depuis, les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français se sont rapidement imposées comme un dispositif incontournable et structurant dans le champ culturel. Ce dispositif est actuellement le seul en France à même de délivrer une description fine et de long terme de l'évolution des comportements des Français en matière de consommations culturelles et de loisir. Le dispositif est par ailleurs systématiquement cité dans les productions portant sur ce champ. La dernière édition de ces enquêtes date de 2008.

Compte tenu des modifications récentes de l'environnement numérique qui bouleverse en profondeur les usages culturels, sa prochaine réalisation, prévue pour 2018 et dès à présent en préparation, est confrontée à une double contrainte : garder un protocole et une méthodologie les plus proches possibles de ceux des éditions précédentes pour pouvoir comparer les résultats sur longue période ; mais également, tenir compte de l'émergence du numérique et ne plus aborder les pratiques culturelles uniquement par le média (le musée, le livre, le journal, la télévision, le cinéma, le disque, la scène, etc.), mais également par le contenu, dans la mesure où les œuvres peuvent désormais être de plus en plus consommées chez soi (même les spectacles, les expositions), et sans supports physiques. L'enquête s'intéressera également au sentiment linguistique des Français.

La préparation de la future enquête (2018) s'est appuyée sur l'expertise d'un comité de pilotage (constitué de chercheurs et de spécialistes de l'Insee). Elle s'inscrit au cœur des protocoles encadrant les enquêtes réalisées au sein du système statistique publique (avis d'opportunité, label d'intérêt général et de qualité statistique).

Enquête sur les publics de la Philharmonie, en collaboration avec la DGCA : observation des multiples modalités de fréquentation du site (musique, expositions, activités, Internet) et publics potentiels

Type : Production d'un dispositif d'enquêtes et exploitation

Calendrier : Terrain pendant la saison 2016-2017, valorisation courant 2018

Plus d'un an après son inauguration officielle, une meilleure connaissance des publics actuels et potentiels de la CMPP, aussi bien de ses concerts que de son musée et de ses activités, est apparue incontournable. À cette fin, le DEPS, la Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) et la Cité de la Musique – Philharmonie de Paris (CMPP) ont collaboré pour coordonner un dispositif d'enquêtes combinant :

- une enquête quantitative portant sur les publics des concerts, de septembre 2016 à juin 2017)
- une enquête quantitative portant sur les publics du musée de la musique (collection permanente et expositions temporaires), de juillet 2016 à juin 2017
- une enquête quantitative portant sur les publics du site Internet (limité aux offres de consultation en ligne des captations de concert proposées par la CMPP (site Philharmonie Live), de janvier à décembre 2017
- une enquête quantitative portant sur la qualification des publics des activités culturelles et des ateliers, de février à juin 2017
- deux enquêtes qualitatives sur les publics des ateliers « Enfants et familles » qui démarreront à l'automne 2017, à l'issue d'un appel à proposition de recherche lancé en juin 2017 (lequel sélectionnera deux projets)

Les quatre premiers dispositifs (quantitatifs) sont sur le terrain, les recherches qualitatives seront mises en œuvre à l'automne 2017.

Les objectifs généraux de cette enquête sur les publics de la CMPP, aussi bien dans son volet quantitatif que qualitatif, sont de connaître les publics actuels de la CMPP, de comprendre et mieux appréhender les trajectoires des publics au sein de l'offre de la CMPP, de la Villette et de l'offre culturelle en général et d'analyser les freins, les souhaits et les représentations sur la musique classique, sur la CMPP et sur l'offre déployée. Une analyse plus fine de l'expérience des publics, de leur réception des œuvres (émotions, sentiment esthétique) et de la pédagogie musicale collective proposée est développée dans le volet qualitatif, avec un intérêt particulier pour les jeunes publics et leurs familles.

Étude des pratiques de visite des Français (musées et expositions) via le panel ELIPSS

Type : Production d'une enquête administrée au panel ELIPSS

Calendrier : Terrain en 2018, premières publications au 2^e trimestre 2019

Le DEPS a soumis un projet portant sur les « Pratiques de visite des Français (musées et expositions) » en réponse à l'appel à projet Dime Quanti du Centre de Données Socio-Politiques (Sciences Po/CNRS). Cet appel propose l'accès à un panel internet mobile ELIPSS (Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales) représentatif de la population française métropolitaine (18-79 ans), composé de 3100 personnes.

L'enquête vise à approfondir la place des visites de musées et d'expositions parmi les autres pratiques de loisirs, ainsi que les obstacles qui les freinent et les motifs qui les favorisent. La baisse de la fréquentation de la sphère muséale observée ces deux dernières années interroge, au-delà du contexte sécuritaire et du retrait des touristes étrangers et des publics scolaires, l'évolution des perceptions et des pratiques de la population nationale et l'appétence vis-à-vis de cette sortie. Différentes hypothèses sous-tendent la démarche d'enquête : l'abondance de l'offre de musées et d'expositions peut-elle banaliser le caractère extraordinaire des expositions pour certains publics ? Le tarissement parfois observé est-il imputable à un arbitrage plus serré des dépenses et/ou du temps consacré aux sorties culturelles, à un renforcement des pratiques de loisirs à domicile et en ligne, ou/et à une évolution des centres d'intérêt, des goûts ? Peut-on identifier une moindre appétence des générations plus jeunes pour cette proposition culturelle, liée à une perte de la valeur symbolique qui lui serait attribuée ?

Grâce au mode d'interrogation sur tablette (permettant l'ajout d'images), un indicateur de compétence et de familiarité à l'art et au patrimoine sera construit. Mis en relation avec la réalisation de visites, il enrichira l'approche des pratiques de visite, au-delà des segmentations via la certification et la stratification sociale. Cette compétence culturelle sera également étudiée au regard des usages en ligne développés autour des thématiques artistiques et patrimoniales.

Étude sur le métier de plasticien : analyse longitudinale des plasticiens cotisant à la Maison des Artistes et enquête nationale auprès d'un échantillon représentatif de 6 000 plasticiens

Type : Publication ponctuelle

Calendrier : Travaux engagés fin 2016 pour 18 mois, valorisation T2 2018

Le Deps a initié en 2016, en étroite collaboration avec le Service des Arts Plastiques de la DGCA, un programme d'études pour une monographie complète des plasticiens. Ce programme combine trois volets :

- une étude statistique longitudinale des profils socio-démographiques et des revenus artistiques des plasticiens, menée au sein de l'équipe à partir de la base de la Maison des artistes (analyse rétrospective sur les vingt dernières années de la physionomie générale des carrières individuelles des plasticiens en matière de revenus artistiques et évaluation d'éventuelles évolutions générationnelles liées au numérique) ;
- une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de plasticiens pour enrichir les données de la phase précédente par la collecte et l'analyse des autres éléments constitutifs des parcours professionnels (formation, évolution des conditions de création liées au numérique, activités et revenus extérieurs au monde artistique) ;
- une campagne d'entretiens qualitatifs menés auprès d'une quarantaine d'artistes plasticiens visant notamment à approfondir les problématiques qui auront émergé des phases précédentes. La réalisation des deux derniers volets (enquête par questionnaire et entretiens) a été confiée à un prestataire, sélectionné selon la procédure habituelle de mise en concurrence.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

RàS

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Exploitation des données du panel Distributeurs de la société GfK : données décrivant les achats de biens culturels (livres, musiques, films et productions audiovisuelles) et permettant une étude approfondie de la diversification/concentration de la consommation

Type : Rationalisation de larges bases de données de sorties de caisse

Calendrier : Publication au 3^e trimestre 2017 des premiers résultats dans les collections du Deps, puis lancement d'un appel d'offres en direction des milieux de recherche pour une exploitation coordonnée des données des panels Distributeurs et Consommateurs de GfK.

L'exploitation des données 2006-2016 du panel GfK portant sur un échantillon représentatif des lieux de vente (y compris internet) vise d'abord une actualisation des travaux publiés par le Deps au tournant des années 2010 (CE 2011-1 CE2011-4 et CE 2011-5). Plus généralement, il s'agit de vérifier empiriquement l'existence ou non d'un effet « longue traîne » et l'hypothèse d'une tendance croissante à l'éclectisme des consommations, qui font depuis plusieurs années l'objet de nombreux débats sur le terrain académique.

Observation de la diversité culturelle sur les marchés du livre, de la musique et de la vidéo

Type : Publications récurrentes

Calendrier : Première publication au 1^{er} trimestre 2018

Sur la base des résultats du projet précédent, une série d'indicateurs pérennes seront choisis pour suivre l'évolution de la diversité de l'offre et des consommations culturelles, sur les circuits de distribution physiques (grands surfaces spécialisées, librairies...) et numériques. La base de données GfK permet d'envisager de suivre pour chaque marché, et chaque circuit:

le nombre d'œuvres commercialisées et leur consommation année après année (nombre de références actives, nombre d'artistes, d'auteurs ou de distributeurs ayant vendus au moins une référence dans l'année, volume de vente/ d'écoute par circuit) ;

la disparité de l'offre et de la demande (indice d'équilibre de l'offre et de la demande de type Shannon-Evenness suivant les genres, ou d'autres types de catégories) ;

la concentration de l'offre et de la demande (indices de concentration de type Gini ou Herfindahl-Hirschman, concentration de l'offre par artiste, auteur ou distributeur, concentration de la demande par titre, artiste, auteur ou distributeur) ;

l'évolution des tops par circuit de distribution (poids dans les ventes totales, structure par genre, par artiste, auteur, ou distributeur, taux de renouvellement). les périodes de diffusion envisagées pour ceux-ci.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

Développement des capacités d'analyse sur le régime des intermittents

Type : Conventionnement avec Pôle Emploi pour les données, développement des capacités d'analyse en interne

Calendrier : Entrée en vigueur de la convention fin 2016, publication au 1^{er} trimestre 2018

Le régime des intermittents intéresse à bien des égards : laboratoire d'une précarité du travail, assortie de sécurités relativement étendues en termes d'assurance-chômage, faible féminisation, durée des carrières dans le régime relativement courte, retraites peu généreuses ... Le DEPS souhaite se doter des moyens (statistiques et humains) pour actualiser les connaissances accumulées sur ce régime et les adapter à un contexte réglementaire, social et économique en constante évolution.

Une convention pérenne a été établie avec Pôle Emploi pour l'accès aux données pertinentes (fichiers « FHS-D3 ») et un investissement humain significatif dans la prise en main de données complexes, tant du point de vue de leur volume, que dans la compréhension de leur utilisation.

L'objectif de ce programme d'étude est d'éclairer les trajectoires des intermittents de spectacle ayant été indemnisés au moins une fois par Pôle emploi au titre des annexes 8 et 10. Elle prévoit ainsi la construction d'une typologie de parcours selon les caractéristiques sociales des intermittents ainsi que leurs activités et métiers. La connaissance de la diversité des parcours des intermittents alimentera utilement les débats récurrents autour du régime.

À terme, le DEPS devra être capable de produire des analyses fines sur les trajectoires des personnes dans le régime, selon leurs caractéristiques sociales, ainsi que leurs activités et métiers. Cette connaissance alimentera utilement les débats récurrents autour du régime.

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

Production d'un atlas régional de la culture

Type : Publication annuelle

Calendrier : Première édition publiée en mai 2017, prochaine édition prévue pour l'automne 2018

Le DEPS valorise actuellement très activement cette publication, en la présentant et en la faisant discuter par l'ensemble de ses usages possibles (acteurs déconcentrés, élus, collectivités,...). Recensant l'ensemble des données disponibles permettant de décrire le champ culturel dans les territoires (dépenses culturelles publiques, implantation des entreprises culturelles, emploi, équipements...), cette publication est pour le moment très bien accueillie, mais des pistes de développements et d'améliorations se dessinent déjà et nourriront la seconde édition de la publication, programmée à l'automne 2018.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Le DEPS n'intervient pas dans ce champ.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Des discussions sont en cours pour développer un programme complet d'évaluation autour du dispositif « Création en cours », donnant à des jeunes artistes diplômés des écoles nationales supérieures culture l'occasion de développer un projet de création et de transmission en résidence au cœur d'une école ou d'un collège, avec l'appui des équipes pédagogiques, dans une centaine de communes parmi les plus éloignées de la culture, en grande partie en zones rurales et périurbaines, dans les quartiers de la politique de la ville et en outre-mer.

Lors de l'année scolaire 2016-17, 101 projets ont été soutenus, auprès de plus de 5 000 élèves de CM1, CM2 et 6^e. Pour l'année scolaire 2017-18, ce sont 150 jeunes artistes qui seront associés à de nouvelles écoles ou collèges, en France métropolitaine et en outre-mer, pour réaliser des projets à destination d'élèves de cycle 3 (CM1, CM2, 6e), éloignés des ressources culturelles et peu familiers des dispositifs d'éducation artistique et culturelle. Les territoires ruraux et péri-urbains seront ainsi les premiers concernés. Dans la mesure du possible, pour chaque école choisie, une structure culturelle, proposée par la Drac, pourra accompagner le/la jeune artiste sélectionné(e) en matière de professionnalisation et de transmission auprès d'un public scolaire.

3.4 Aspects « européens »

Le DEPS publie tous les ans une publication estimant le poids direct de la culture dans l'économie (2,2 % du PIB en 2015). Cette estimation se fonde sur un contour statistique de la culture défini par un groupe de travail d'Eurostat en 2011. L'organisme européen prévoit de réexaminer prochainement ces travaux et la façon dont leurs recommandations ont été suivies par les pays membres. Ce doit être l'occasion de s'interroger à nouveau sur la pertinence du champ statistique définissant les secteurs culturels par rapport au contenu « créatif » de leur activité.

4. Opérations répétitives

RàS

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

Outre le recours systématique aux données administratives pour les travaux portant sur le champ emploi-travail (recours aux fichiers Agessa-MdA et à ceux de Pôle Emploi, cf. ci-dessus), rien à signaler.

1. Exposé de synthèse

Le Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) de la Direction générale des étrangers en France (DGEF) exploite les sources administratives dont la DGEF est propriétaire : titres de séjour, visas, demande d'asile et acquisitions de la nationalité française. Ses travaux visent à produire des fichiers statistiques annuels à partir desquels il publie les données annuelles sur les titres de séjour, l'asile, les visas, les retours et les naturalisations, mis en ligne sur les pages DSED du site internet de la DGEF. Ces données sont également transmises à Eurostat en application du règlement 862/2007 couvrant le champ des migrations et de la protection internationale.

La poursuite en 2016 de la crise migratoire sans précédent conduit à maintenir une priorité particulière à la question des demandeurs d'asile et des réfugiés tout en préservant les investissements nécessaires sur l'ensemble des thématiques couvertes. Ainsi, en 2018, les évolutions liées à la mise en application de la réforme de l'asile en novembre 2015 et celles induites par la loi de mars 2017 sur le droit des étrangers continueront être prises en compte par l'appareil statistique de manière prioritaire.

Le DSED traite également les résultats des enquêtes statistiques avec une approche spécifique des populations immigrées, ou de la deuxième génération quand cela est possible. Il s'agit notamment des RP, avec la base Saphir et des EEC. En 2018, les résultats de l'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) continueront à être exploités sur le champ de la population cible de la DGEF en comparaison avec l'ensemble des résidents. L'enquête Trajectoire et Origines (TeO) sera également exploitée, ainsi que des sources qui comprennent un nombre suffisant de personnes ou ménages de la population cible. Les trois premières vagues de l'enquête ELIPA ont donné lieu à publication de résultats, présentés notamment dans la ligne éditoriale Infos Migrations. Les résultats des études menées dans le cadre d'un appel à projet de recherches lancé en 2015 par la DGEF seront disponibles dès 2017 et feront l'objet de publications en 2017 et 2018.

L'année 2018 verra la préparation du renouvellement de l'enquête ELIPA dont le terrain est prévu pour fin 2019. Par ailleurs, le DSED sera associé jusqu'en 2019 à la préparation de la réédition de l'enquête Trajectoire et Origines (TeO) qui constitue une des sources principales dans la connaissance des immigrés et de leurs descendants.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'année 2018 seront largement consacrées à la reconduction de l'enquête Elipa. Très largement complémentaire de TeO car elle interroge les nouveaux migrants, Elipa constitue la seule source de connaissance des caractéristiques socio-démographiques mais aussi des compétences, de l'intégration sur le marché du travail ou des conditions de logement de la migration récente.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

- Les évolutions liées à la réforme de l'asile continueront à être prises en compte de même que celles résultant la loi de mars 2016 sur le droit des étrangers.
- La rénovation du système d'information sur les visas (« France-Visas ») entrera progressivement dans sa phase opérationnelle et devra être prise en compte au plan statistique.
- Un système dématérialisé de gestion des autorisations de travail sera conçu en 2017 et devrait permettre, en 2018, d'améliorer la qualité de l'information statistique en ce domaine.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

- Exploitations spécifiques d'ELIPA : le DSED poursuivra les analyses entreprises concernant l'accès au marché de l'emploi et l'évolution des conditions de vie des nouveaux migrants en mobilisant les trois vagues d'ELIPA. Comme en 2017, l'accent pourra être mis sur la meilleure connaissance des réfugiés.
- Exploitations de sources particulières : IVQ, TeO, EEC. Ces sources combinent une surreprésentation des populations d'intérêt du DSED et l'approfondissement de thèmes au cœur de la politique d'intégration. Parmi ces derniers figurent la maîtrise du français dans le cadre quotidien ainsi que le déclassement.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

RaS

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

Appui éventuel à des DR Insee sur leurs projets d'études sur les immigrants.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RaS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Un des projets de recherches pilotés par le DSED portera sur l'évaluation économétrique des politiques d'accueil et d'intégration en France ; il s'appuiera sur les données d'ELIPA.

3.4 Aspects « européens »

- Le point de contact national du réseau européen des migrations (REM) fait partie du DSED. À ce titre il produit chaque année (n) des études (une « longue » et 3 courtes, type « focus study »). Le choix de ces études n'est effectif qu'en octobre (n-1).
- Le DSED participe activement aux travaux d'harmonisation des données sur la demande d'asile conduits par le Bureau européen d'appui à l'asile en partenariat avec Eurostat. L'objectif est de suivre l'application de la récente directive sur la politique européenne de l'asile. Le contexte des flux migratoires en Méditerranée induit une grande attente vis-à-vis de ces données.
- Le DSED participe également aux travaux d'harmonisation sur les statistiques des titres de séjour conduits par Eurostat dans le cadre du « Warsaw meeting » ; en 2017, ils porteront en particulier sur le thème des étudiants.

4. Opérations répétitives

RaS

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

RaS

1. Exposé de synthèse

L'INED poursuit ses projets scientifiques d'études de la population. En 2018, quatre enquêtes nouvelles seront collectées : l'enquête Violences et rapports de genre dans les DOM, l'enquête « Mon quartier mes voisins », l'enquête à 10 ans auprès des enfants de la cohorte Elfe et l'enquête de mise à jour du projet Mucoviscidose, famille et société ; elles sont résumées ci-après.

Plusieurs autres enquêtes sont en préparation en parallèle :

- l'enquête sur les décisions médicales en fin de vie dans les départements d'outre-mer, qui fera suite à une enquête sur le même thème réalisée en métropole en 2010 ;
- l'enquête TeO2 (trajectoires et origines) en préparation avec l'Insee, sur l'impact des origines sur les conditions de vie et les trajectoires sociales ; l'INED est notamment en charge de l'actualisation du questionnaire et participe à la préparation de son test papier (automne 2017) puis de son test CAPI (mi-2018) ; il est aussi associé aux réflexions ayant trait à l'échantillonnage de l'enquête réelle (prévue entre juillet 2019 et septembre 2020) ;
- l'enquête « Espace résidentiel et territoire de la famille en Polynésie française », en collaboration avec l'Institut de la statistique de Polynésie française, qui pourrait être réalisée en 2019 ;
- l'enquête sur les conditions de vie affectives et sexuelles des jeunes dont le questionnaire et le protocole sont en cours d'élaboration (à horizon 2020 ou 2021) ;
- la prochaine enquête Fécondité (à horizon 2020 ou au-delà) pour laquelle l'INED a sollicité une collaboration avec l'Insee.

À celles-ci, il faut ajouter la poursuite du projet ELIPSS, en collaboration avec le Centre de données sociopolitiques de Sciences Po : pour ce panel qui atteint désormais 3 100 panélistes équipés d'une tablette tactile, l'INED apporte son aide méthodologique pour les calculs de pondérations et la codification des professions.

Les principaux travaux d'études et de diffusion sur les enquêtes les plus récentes porteront en 2018 sur les données de l'enquête Virage (violences et rapports de genre) collectée en métropole en 2015 (ouvrage en préparation après des premiers résultats diffusés fin 2016). L'enquête en face à face en cours de réalisation au Sénégal dans le cadre du projet européen Temper (Temporary versus permanent migration) sera exploitée à partir de l'automne 2017 et son exploitation se poursuivra en 2018.

Il est à signaler que le financement des grandes enquêtes se complexifie encore dans le contexte budgétaire actuel. Les contraintes et les incertitudes de financements pèsent sur la planification des travaux, notamment pour l'enquête sur les décisions médicales en fin de vie dans les départements d'outre-mer.

Le Service des enquêtes de l'INED poursuit ses efforts de recherche en méthodologie d'enquêtes, notamment autour de la question du multimode, du multilingue, de l'échantillonnage par exemple par des enquêtes téléphoniques (alternatives à la génération aléatoire de numéros, intégration des parodonnées dans les redressements, etc.). Pour ce faire, des échanges ont lieu régulièrement avec des membres de la Direction de la méthodologie de l'Insee (participation au GT aval de l'Insee notamment) et des producteurs d'enquêtes d'autres instituts.

Des réflexions sont par ailleurs en cours sur la mise à disposition et l'archivage des données d'enquêtes non anonymisées, ainsi que sur la publication des premiers résultats d'enquêtes.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'enquête Virage DOM (violences et rapports de genre dans les DOM)

L'enquête Virage DOM (violences et rapports de genre dans les DOM) vise à reproduire dans trois DOM (Guadeloupe, Martinique, La Réunion) l'enquête quantitative portant sur les violences subies par

les femmes et par les hommes, réalisée en métropole en 2015, selon une méthodologie quasiment identique (enquête par téléphone grâce à la génération aléatoire de numéros de téléphone fixes et mobiles). Toutes les violences sont abordées : violences sexuelles et conjugales, physiques et verbales, qu'elles aient lieu dans l'espace domestique, l'espace public ou au travail, qu'elles soient récentes ou se soient produites au cours de l'enfance. La violence est abordée dans une perspective de genre : il s'agit de rendre compte de la place que tient la violence dans les rapports entre les hommes et les femmes, mais aussi du rôle qu'elle joue dans la construction de la féminité et de la masculinité. Ces enquêtes Virages font suite aux enquêtes Enveff (enquête nationale sur les violences envers les femmes), réalisées dans les années 2000 en métropole, à La Réunion et en Martinique. La collecte débutera en novembre 2017 et se poursuivra jusqu'en mars 2018. Elle concernera 3 000 femmes et 1 000 hommes dans chacun des trois DOM concernés, soit 12 000 personnes en tout.

=> Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du CNIS en novembre 2017.

L'enquête « Mon quartier, mes voisins »

L'enquête « Mon quartier, mes voisins » est mise en place par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs du Centre Max Weber (CNRS) à Lyon et de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) à Paris. L'enquête vise à étudier les pratiques contemporaines de voisinage, en comparant différents types de quartier et différentes populations. L'enquête quantitative sera sur le terrain au printemps 2018 et se déroulera dans 14 quartiers : 7 en région parisienne et 7 en région lyonnaise. La collecte combinera une approche par tirage aléatoire et une approche par « boule de neige ». Elle aura lieu au printemps 2018 et concernera environ 250 personnes dans chacun des 14 quartiers visés.

=> Cette enquête ne relève pas de la statistique publique.

ELFE : étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte Elfe a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 nouveau-nés au terme d'une enquête réalisée dans 320 maternités métropolitaines, étalée sur 25 jours de l'année, et proposée aux parturientes sous certains critères (mères majeures, hors grands prématurés). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau), au rythme d'un entretien annuel jusqu'aux 3.5 ans de l'enfant, les interrogations étant plus espacées ensuite. Aux deux mois de l'enfant, les familles ont été contactées par téléphone, avec un taux de participation de 90%, les deux parents étant invités à répondre sur une grande diversité de thèmes socio-démographiques, psychologiques, épidémiologiques et environnementaux. En 2012-2013, sur les mêmes thèmes, les enquêtes à 1 an et 2 ans ont également été réalisées par téléphone. En 2014-2015, aux 3 ans et demi de l'enfant, l'enquête téléphonique auprès d'un seul parent s'est accompagnée pour 10 000 familles d'une enquête à domicile permettant la réalisation d'un test de développement cognitif (associations d'images) et visuo-spatiaux auprès de l'enfant et le recueil de nouveaux prélèvements biologiques et environnementaux (urines, selles et cheveux de l'enfant, poussières). Peu après cette enquête à domicile, un partenariat avec les PMI de 30 départements a permis de collecter les résultats de l'examen médical réalisé en maternelle. Des tests sur les premiers apprentissages scolaires ont également été réalisés au printemps 2016 dans les écoles maternelles concernées par un enfant Elfe.

La dernière enquête par téléphone auprès des parents a eu lieu en 2017, aux cinq ans et demi des enfants. Les nouveaux thèmes sont les jeux et les loisirs, l'utilisation des écrans et objets de télécommunication, le sommeil. Les enfants sont aussi désormais directement sollicités au moyen de jeux-questionnaires par internet sur leurs préférences en matière d'habillement, de jeux ou d'activités scolaires et extra-scolaires, leur perception de la justice et de l'injustice et leur vision du travail et des professions. Ces informations collectées directement auprès des familles seront complétées par des données de l'assurance maladie (transmission autorisée par décret en conseil d'État).

Deux nouvelles enquêtes sont planifiées en 2018.

L'une consiste à tester la future enquête nationale autour de l'âge de 10 ans (en 2020-2021), sur le modèle de l'enquête à 3.5 ans (téléphone + domicile + laboratoire d'analyse biologique) auprès des familles de la cohorte pilote Elfe et d'un échantillon complémentaire de fiches-adresses Insee (environ 500 répondants attendus).

L'autre opération de collecte sollicitera à nouveau les enseignants des enfants Elfe, scolarisés en Cours préparatoire : ils seront invités à remplir un court auto-questionnaire et faire réaliser sur le temps de classe, des exercices sur des compétences en lecture, compréhension orale, calcul mental et résolution de problèmes numériques (environ 10 000 enseignants susceptibles de répondre).

Ces enquêtes bénéficient d'un financement "Investissements d'avenir - Équipement d'excellence" 2011. Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plateforme d'accès satisfait à de strictes garanties d'anonymat des familles.

La partie sciences sociales de cette enquête de cohorte relève de la statistique publique.

=> Elle a obtenu un avis d'opportunité favorable et le label de qualité statistique pour chacune de ses phases (jusqu'à l'enquête à 5,5 ans).

Enquête de mise à jour du projet Mucoviscidose, famille et société

L'enquête de mise à jour du projet Mucoviscidose, famille et société (EMFS) s'inscrit dans le dispositif plus large visant à connaître les parcours et conditions de vie des personnes atteintes de mucoviscidose, en lien avec les recommandations du « Plan national maladies rares ». Le dispositif s'articule sur le Registre Français de la Mucoviscidose (RFM), un dispositif qui recueille chaque année les données biologiques et cliniques de l'ensemble des patients suivis dans les CRCM (centres de soins habilités et spécialisés dans la prise en charge de la mucoviscidose). Le projet EMFS consiste à compléter les données biocliniques du RFM par des données socio-démographiques, de manière à reconstituer les biographies des patients puis à établir des correspondances entre les deux types de données disponibles : sanitaires d'une part, sociales d'autre part, pour évaluer l'impact de la maladie sur la trajectoire de vie des patients et réciproquement l'impact des conditions de vie sur l'état de santé des malades.

L'enquête de « recrutement » de l'EMFS a été mise en ligne début avril 2017 : elle consiste en la première interrogation des patients atteints de mucoviscidose, sur plusieurs volets : scolarité, profession, composition de la famille, caractéristiques du logement, qualité de vie. En 2018, sera mise en place l'enquête « de mise à jour » visant à actualiser ces données d'année en année.

L'enquête s'adresse aux patients adolescents (14-17 ans) et adultes (18 ans et plus) des CRCM, la taille de l'échantillon étant potentiellement de 3 600 personnes. Le promoteur du projet est l'INED en partenariat avec l'association Vaincre la Mucoviscidose (financeur), la Société Française de la Mucoviscidose, le Centre de Référence Maladies Rares de la Mucoviscidose et l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

=> Cette enquête ne relève pas de la statistique publique.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

L'Ined a été sélectionné par l'ANR pour son projet « Big statistical data and mobile society » en collaboration avec l'Insee. Ce projet utilisera les données du recensement, de l'EDP++ et des données administratives.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Les travaux à venir sont nombreux et portent sur toutes les enquêtes de l'INED réalisées ces dernières années. Leur planification est du ressort des chercheurs et les travaux ne peuvent être détaillés ici.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

Comme mentionné précédemment, le Service des enquêtes et des sondages de l'INED poursuit ses investigations méthodologiques. Les principaux axes de travail sont : les questions d'échantillonnage et notamment l'utilisation des enquêtes téléphoniques aléatoires pour des tranches d'âges restreintes (les jeunes par exemple) ; la collecte par internet et multimode (effet de sélection et de mesure) ; comment tirer parti d'une collecte sur volontaires en complément d'une enquête aléatoire ; la relation enquêteurs-enquêtés dans une enquête sur sujets sensibles ; la possibilité d'une approche pluridisciplinaire des matériaux collectés.

Des présentations sont prévues sur certains de ces sujets dans plusieurs colloques au second semestre 2017.

Dans ces domaines, des échanges ont lieu régulièrement avec des membres de la Direction de la méthodologie de l'Insee et des producteurs d'enquêtes d'autres instituts (INPES, OFDT, INVS, INSERM).

Par ailleurs, l'INED met en place un comité directeur de suivi des projets, qui aura notamment une vue d'ensemble des projets d'enquêtes en cours et prévues, et visera de les planifier dans la mesure du possible pour étaler la charge de travail du Service des enquêtes.

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

Comme mentionné plus haut, une enquête sur les violences et rapport de genre dans trois DOM (La Réunion, Guadeloupe, Martinique) sera réalisée fin 2017-début 2018, suite à l'enquête réalisée sur le même thème en métropole en 2015, afin de disposer pour ces trois départements de données aussi proches que possible de celles désormais disponibles pour la métropole.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RàS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

L'INED contribue au programme international Générations et Genre, une infrastructure de recherche majeure pour les sciences sociales en Europe.

Le programme international [GGP](#) (Générations et Genre; Generations and Gender Program) vise à mieux comprendre comment la vie familiale et les relations entre les générations s'organisent différemment, selon la situation économique, l'engagement de l'État et les systèmes de valeurs de chaque pays.

Lancé par la Commission économique de l'ONU pour l'Europe, le programme est aujourd'hui coordonné par l'institut démographique néerlandais [Nidi](#) (Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute). Il a notamment reçu l'appui du programme infrastructure du 7e programme-cadre de recherche et de développement (PCRD) de la Commission européenne.

Une série d'enquêtes nationales (Generations and Gender Surveys ; GGS) est destinée à recueillir et analyser les données socio-démographiques de la population de chacun des pays participants. Ces données longitudinales doivent permettre d'évaluer la dynamique des comportements démographiques. Un ensemble de données de contexte pour chacun des pays est également diffusé.

Ce programme constitue une infrastructure de recherche majeure pour les sciences sociales en Europe. L'INED participe à sa construction, au développement du questionnaire de l'enquête GGS et à la mise à disposition des données des enquêtes et contextuelles. Il a aussi organisé et conduit (avec l'Insee et de nombreux partenaires financeurs) les trois vagues de la version française de l'enquête GGS, l'enquête [Erfi](#) (Étude des relations familiales et intergénérationnelles). Par ailleurs, l'INED a également un projet de reprise de la responsabilité du développement de la base contextuelle de GGP, auparavant basée à l'Institut Max Planck pour la recherche démographique de Rostock (Allemagne).

Le projet Temper mentionné précédemment s'inscrit aussi parmi les projets d'enquêtes européens auxquels l'INED participe activement.

4. Opérations répétitives

RàS

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'INED réalise rarement des enquêtes auprès des entreprises, aucune n'est prévue à moyen terme.

Sur des problématiques liées aux ménages, voir le point 2.2 sur le projet Big Stat pour ce qui concerne la mobilisation de sources administratives.

1. Exposé de synthèse

En 2018, l'Unité des Études Démographiques et sociales poursuivra ses travaux d'investissement et de production autour de la comptabilité démographique (estimations de populations nationales, indicateurs démographiques nationaux, flux migratoires). L'unité continuera à participer à l'exploitation du recensement et de ses enquêtes annuelles ou aux travaux méthodologiques sur ces sources (sur les thèmes démographie, famille, migrations internationales...), en lien avec ses productions statistiques habituelles.

Sur les sujets démographiques, la division « Enquêtes et études démographiques » poursuivra également les projets non réguliers déjà engagés :

- poursuite des échanges et réflexions sur l'enrichissement de l'échantillon démographique permanent avec des données sur les causes médicales de décès et de consommation médicale, pour faire suite aux évolutions récentes d'accès à ces données par l'Insee (mise en place du SNDS prévu dans le cadre de la loi Santé) ;
- continuer à compléter et mettre en cohérence le système d'information sur la démographie et la famille (en investissant notamment sur la comparaison entre sources de données) dans le cadre des objectifs Insee 2025 et expertise des données fiscales intégrées dans l'EDP pour des analyses en stock et en flux sur les familles ;

Sur les thèmes sociaux, la division « Études sociales » poursuivra ses mises à disposition annuelles d'indicateurs et travaux sur la redistribution, les inégalités sociales, les inégalités femmes/hommes selon différentes dimensions.

La cellule immigration poursuivra ses travaux visant à améliorer la connaissance des flux migratoires en explorant de nouvelles sources pour ce domaine (EDP).

L'enquête Trajectoires et Origines (TeO) sera renouvelée : les travaux débuteront fin 2016 et se poursuivront jusqu'en 2019.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'unité poursuivra la conception de l'enquête TEO dont la collecte est prévue en 2019 et 2020.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

Les investissements seront poursuivis sur les sources fiscales, dans la suite des travaux de 2017 (document de travail et dossier sur les unions libres à paraître dans l'ouvrage France portrait social 2017 notamment) pour étudier leur apport à l'analyse des structures conjugales et familiales, à partir de l'exploitation du panel EDP, enrichi fin 2015 des données fiscales et sociales.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Études sur les inégalités entre femmes et hommes, les thèmes sociaux.

Étude sur l'effet des mesures socio-fiscales prises en 2017 sur le pouvoir d'achat des ménages et les inégalités.

Étude sur les sans-domiciles.

Étude sur les effets anti-redistributifs d'un choc de TVA.

Estimation des réactions comportementales aux taux marginaux effectifs de prélèvements.

Étude sur les effets redistributifs de la fiscalité locale (taxe d'habitation) et de la fiscalité sur le patrimoine.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

RàS

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

RàS

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RàS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

Suivi du règlement européen sur la transmission des données démographiques et des évolutions à venir sur le mode de transmission des données

4. Opérations répétitives

Opérations	Type	Objectifs
Estimations de population Indicateurs démographiques, flux migratoires (Insee)	Synthèse de sources : - résultats du recensement, - statistiques d'état civil - statistiques administratives sur les flux migratoires.	Estimer la population nationale par sexe, âge au 1er janvier de chaque année ; Calcul de différents indicateurs nationaux démographiques : taux de natalité, taux de mortalité, indicateur conjoncturel de fécondité, quotients de mortalité, espérance de vie. Stocks et flux migratoires
Statistiques d'état-civil (Insee)	Exploitation de la source administrative État-civil	Établir des statistiques de naissances, mariages, décès
Échantillon démographique permanent (Insee)	Panel réalisé à partir des : - bulletins d'état civil de naissance, de mariage, de reconnaissance et de décès depuis 1968, - recensements depuis 1968, - inscriptions électorales, - DADS, - données sociales et fiscales	Étudier des trajectoires, des comportements, des effets générationnels. Fécondité, mortalité, mise en couple, migrations géographiques, mobilité sociale et professionnelle, mobilité résidentielle.
Indicateurs d'inégalité sociales	Tableaux, sources diverses (mise à jour internet ¹)	Rassembler une série d'indicateurs signalés comme centraux pour l'étude des inégalités sociales par les auteurs du rapport « Niveaux de vie et inégalités sociales ».
Indicateurs sur les inégalités femme-homme	Tableaux, sources diverses (mises à jour internet ² , études)	Documenter les inégalités femmes-hommes
Actualisation et évolution du modèle de micro-simulation Ines (Drees-Insee)	Modèle de micro-simulation adossé à l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS), imputation des prestations sociales et prélèvements modifiant le revenu des ménages	Analyser la redistribution, étudier des changements de politique sociale ou fiscale <i>Nowcasting</i> du taux de pauvreté

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

RàS

1 http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/inegalites_sociales/inegalites_sociales.htm

2 http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/dossiers_actualite/8_mars_2013.htm et <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=FHPARIT12#sommaire-des-chiffres-cles>

1. Exposé de synthèse

Le département des ressources et conditions de vie des ménages de l'Insee (DRCVM) assurera en 2018 la production des enquêtes régulières sur les ressources et les conditions de vie : SRCV, ERFS, Filosofi, TIC, CAMME, Loyers et charges, CVS, ELBS. Ces enquêtes permettent en particulier la réponse aux règlements européens SILC et TIC, ainsi que la fourniture des indices nationaux et européen de prix des loyers (IPC, IPCH) et de prix des logements (OOH).

Il achèvera la collecte de la deuxième vague de l'enquête en panel Histoire de vie et patrimoine, qui se terminera en janvier 2018 et entamera les traitements statistiques nécessaires à la production des fichiers de l'enquête.

Il poursuivra son projet d'extension du dispositif de suivi trimestriel des loyers à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, prévue début 2019, ainsi que sa participation au groupe de travail Insee-SoeS sur la refonte de l'enquête Logement.

Il participera à la valorisation des différentes sources qu'il produit par des contributions aux publications de l'Insee et dans des revues académiques. Notamment, il publiera un *Insee références* sur les revenus et le patrimoine.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Le dispositif panélisé d'enquêtes sur le patrimoine des ménages comprend des enquêtes principales tous les trois ans (2014-2015, 2017-2018 etc.) et de courtes enquêtes intermédiaires sous protocole web/papier destinées à garder le contact avec le ménage entre chaque vague principale et collecter de l'information sur des thèmes connexes au patrimoine. La première vague en réinterrogation se déroulera de fin septembre 2017 à janvier 2018.

L'enquête SRCV sera, ponctuellement, étendue aux quatre DOM historiques.

L'enquête SRCV2018 comprendra un module secondaire sur le bien-être, qui a été présenté en opportunité au Cnis en mai 2017. Le module secondaire 2018 sera préparé par les divisions « Conditions de vie » et « Revenus et Patrimoine ». Il devrait porter sur la transmission intergénérationnelle des désavantages sociaux.

L'enquête comprendra aussi, pour la première fois et à titre expérimental des questions sur les victimations subies par le ménage, afin de tester l'apport d'une panélisation de ces données.

La collecte de l'enquête Budget de famille (conduite hors Mayotte en 2016-2017) sera réalisée à Mayotte d'octobre 2017 à septembre 2018.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

Le département poursuivra ses travaux sur les fichiers fiscaux en vue de raccourcir ses délais de mise à disposition de la distribution des niveaux de vie.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Comme les années précédentes, le département prévoit la production de nombreuses études sur les conditions de vie, sur le logement, sur les inégalités de niveau de vie, de patrimoine, etc.

Parmi les différents travaux prévus :

- la publication au printemps 2018 d'un *Insee références* sur les revenus et le patrimoine des ménages. L'ouvrage analysera des sujets variés sur les inégalités de revenus et de patrimoine. Notamment, un article se concentrera sur les ménages à très hauts revenus tandis qu'un autre s'attachera à mesurer le taux d'effort des parents de jeunes adultes pour aider leurs enfants. L'enquête Patrimoine 2014-15 donnera lieu à deux contributions d'auteurs hors

Insee : l'une sur l'accès à la propriété, l'autre sur une comparaison européenne des modes de transmissions du patrimoine ;

- la publication des premiers résultats sur la consommation des ménages à partir de l'enquête Budget de famille 2016-2017 ;
- la publication des premiers résultats sur la détention patrimoniale début 2018 au troisième trimestre 2018 ;
- en matière de statistiques sur le logement, la réalisation d'un « Insee Méthodes » destiné à compléter la diffusion publique de l'indice des loyers ; la poursuite des travaux en vue de la mise à disposition annuelle de résultats sur les conditions de logement issus de SRCV ; la mise au point d'un concept de taux d'effort adapté aux ménages propriétaires occupants ;
- la poursuite des études sur le bien-être, à partir des données de l'enquête SRCV et de son module 2013. La collecte d'enquêtes brèves sur le bien-être, associées à l'enquête de conjoncture Camme (dites « plates-formes » Camme) donneront lieu à des nouvelles exploitations sur ce thème, en collaboration avec le Cepremap.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

La section Patrimoine du département se consacrera en 2018 aux travaux d'aval statistique de l'enquête Patrimoine 2017-18 en vue d'assurer dans les délais la contribution française à la prochaine vague du Household Finance and Consumer Survey coordonné par la Banque Centrale européenne.

Le département poursuivra ses travaux sur l'adaptation de l'enquête SRCV aux évolutions du règlement cadre de SILC en cours de négociations, ainsi que les travaux de comparaison entre l'ERFS et Filosofi pour permettre une meilleure convergence entre les deux dispositifs.

Le département poursuivra la préparation de l'extension du dispositif de suivi trimestriel des loyers dans les DOM, qui devrait être opérationnel en 2019.

Le département exploitera, en collaboration avec la division Recueil et traitement de l'information et la division des Comptes trimestriels, l'expérimentation méthodologique réalisée 2017 sur l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) en vue de valider le recours aux informations de contact figurant dans les fichiers fiscaux utilisés comme base de sondage.

Dans le cadre de sa participation au groupe de travail Eurostat sur les enquêtes Emploi du temps consacré à la préparation de la prochaine vague (décennie 2020) et des prochaines guidelines, la division suivra les innovations expérimentées au niveau international pour la collecte des budgets-temps et les réflexions qu'elles suscitent.

La participation aux groupes de travail pilotés par Eurostat et par l'OCDE sur les enquêtes Budget de famille donnera également lieu à une veille méthodologique sur les innovations possibles pour la collecte de ces données.

Les réflexions engagées en 2017 pour faire évoluer le dispositif actuel d'enquête de victimation Cadre de vie et sécurité seront poursuivies, dans le but de concilier le double besoin d'informations conjoncturelles et structurelles. Elles porteront en particulier sur l'introduction de questions de victimation dans SRCV 2018 et 2019, pour permettre d'estimer les gains de précision attendus par la panélisation des données, et sur la mise en place d'un dispositif expérimental multimode de réinterrogation en 2019 des répondants à l'enquête CVS 2018.

Le département poursuivra sa mission de coordination du groupe de travail (rassemblant l'Insee, le SSMSI, l'ONDRP ainsi que la sous-direction de la statistique et des études (SDSE) et la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) du ministère de la justice pour l'élaboration d'une nomenclature française statistique cohérente avec la nomenclature internationale des infractions.

La division Logement du département poursuivra sa collaboration, engagée en 2017, avec le SDES autour de la refonte de l'enquête Logement.

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

En 2018, le millésime 2016 de FiLoSoFi sera mis en production.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

L'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME), reconduira en 2018 les plates-formes (questionnaire complémentaire d'une vingtaine de questions) collectées en 2017 : deux sur le logement (avril et octobre), une sur les pratiques et opinions environnementales (novembre). La plate-forme trimestrielle portant sur le bien-être, réalisée pour le Cepremap en 2016 et 2017, sera reconduite en 2018 si le visa du comité du label lui est renouvelé.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

L'ensemble du dispositif SRCV est réalisé et coordonné dans un cadre européen. Chaque année, en janvier, un règlement de la Commission définit les variables cibles secondaires associées au module secondaire pour l'enquête suivante. À ce titre, le module secondaire 2018 sur le bien-être a fait l'objet d'un règlement de la Commission. Comme chaque année, la division participera en 2018 aux réunions du Working Group on Living Conditions d'Eurostat.

Fin octobre 2011 a débuté une Task Force pilotée par Eurostat sur la révision de la base légale du dispositif SILC. Elle regroupe une quinzaine de membres des INS qui réfléchissent à la simplification du dispositif en termes de méthodologie (y compris de la dimension longitudinale) et contenu, à son adaptation aux besoins des utilisateurs et aux besoins de mesure des dimensions non matérielles du bien être. Les conclusions ont été présentées aux Directeurs des Statistiques Sociales à l'automne 2013. La task-force s'est réunie de nouveau pour définir plus précisément le contenu du questionnaire et de ses modules tournants après la refonte. Les discussions sont toujours en cours pour définir plus précisément le cadre réglementaire de SILC.

La Division RPM participe également au réseau Household Finance and Consumption Network mis en place par la BCE pour coordonner les enquêtes en zone Euro sur le patrimoine.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
SRCV	div. Revenus et patrimoine	annuel
Patrimoine	div. Revenus et patrimoine	triennal
Exploitation de fichiers administratifs		
Enquête revenus fiscaux et sociaux	div. Revenus et patrimoine	annuel
Filosofi	div. Revenus et patrimoine + département de l'action régionale	annuel
Autres travaux répétitifs		
Insee-Références sur les revenus et le patrimoine des ménages	div. Revenus et patrimoine	biennal
Insee Résultats ERFS	div. Revenus et patrimoine	annuel
Insee Première sur les niveaux de vie et la pauvreté	div. Revenus et patrimoine	annuel
Cadre de vie et sécurité	div. Conditions de vie	annuel
Technologies de l'information et de la communication	div. Conditions de vie	annuel
Conjoncture auprès des ménages mensuelle	div. Conditions de vie	mensuel
Loyers et charges ; enquête sur les loyers auprès des bailleurs sociaux	div. Logement	trimestriel
Informations Rapides prix des logements	div. Logement	trimestriel

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

RàS

1. Exposé de synthèse

L'Unité des prix à la consommation et des enquêtes ménages a en charge la production mensuelle de l'indice des prix à la consommation. Elle poursuivra par ailleurs en 2018 les travaux autour du projet Données de caisse. Le calcul d'indice à partir des données de caisse, initialement prévu en 2019, est reporté en 2020, en raison notamment des retards pris début 2017 dans la mise en place de l'environnement réglementaire et juridique du projet.

L'unité assure également la valorisation de l'opération de l'indice des prix au travers de publications mensuelles, les informations rapides. Trois indices sont publiés sous forme définitive tous les mois, l'indice des prix à la consommation, l'indice des prix harmonisé pour le compte d'Eurostat, et l'indice des prix des produits de grande consommation dans la grande distribution. Ces indices sont publiés en général entre le 10 et le 15 du mois suivant. L'unité assure également la mise à disposition d'une première estimation de l'indice des prix à la consommation d'un mois donné au plus tard le dernier jour du mois concerné.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

RàS

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2018

RàS

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

RàS

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2018

L'unité poursuit ses travaux méthodologiques visant à améliorer la qualité de l'indice des prix, et à mieux utiliser les moyens technologiques permettant d'améliorer la collecte des données. C'est en particulier le cas des réflexions autour de la collecte de prix par internet en s'appuyant sur des robots automatisés.

Par ailleurs, l'unité poursuivra en 2018 les travaux en lien avec l'utilisation des données de caisse. La transmission des données de caisse par les enseignes de la grande distribution alimentaire devra être effective début 2018 pour respecter le calendrier du projet. En parallèle, l'Insee poursuivra un certain nombre de travaux méthodologiques en lien avec l'utilisation de ce type de données dans le calcul de l'indice.

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

RàS

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RàS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

La production de l'IPCH, et par voie de conséquence celle de l'IPC, est régie par un ensemble de règlements européens. L'unité participe activement aux travaux menés au niveau d'Eurostat visant à faire évoluer ces règlements européens. L'unité participe ainsi à plusieurs Tasks forces sur la qualité de l'indice, aux Workshops sur les données de caisse, mais également à un groupe d'experts européens sur l'utilisation des données de caisse.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquête Indice des prix à la consommation (IPC)	Unité des prix à la consommation et des enquêtes ménages	Fréquence mensuelle
Enquête expérimentale « Données de caisse »	Unité des prix à la consommation et des enquêtes ménages	

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

RàS

1. Exposé de synthèse

Le programme de travail de la sous-direction du logement et de la construction neuve pour l'année 2018 vise d'une part à consolider la production des statistiques sur la construction neuve et plus généralement du suivi conjoncturel de l'immobilier et d'autre part à améliorer la diffusion des données issues de ses systèmes d'information (RPLS, ECLN, EPTB) notamment à travers leur mise à disposition sur le CASD. Par ailleurs, la refonte du site du SDES conduit la sous-direction à repenser l'organisation de l'information au sein du thème logement tout particulièrement la diffusion des chiffres clés (actuellement dans la rubrique essentiel sur). Le nouveau rapport et les outils de visualisation des données développés dans le cadre de la Commission des comptes du logement constituent une première étape de cette réflexion.

Le programme d'études se poursuivra sous l'angle de la mesure de l'impact des politiques publiques, de l'analyse des territoires et des conditions de logement.

L'année 2018 sera marquée par la substitution définitive de Fideli à Filocom et par l'aboutissement des travaux du groupe de travail SDES-Insee sur les évolutions de l'enquête logement.

Substitution de Fideli à Filocom

Le fichier démographique des logements et des individus (Fideli) développé par l'Insee se substituera à Filocom en 2018. Un fichier spécifique sera réalisé pour répondre aux besoins du SDES. Bien que construit à partir des mêmes bases fiscales que Filocom, il sera plus riche : informations à la parcelle cadastrale au lieu de la section et intégration d'informations supplémentaires telles que les prestations logements, le revenu disponible, la commune de résidence l'année précédente, etc.

Réflexion sur l'enquête logement

Après avoir rencontré les utilisateurs et les financeurs pour recenser leurs besoins et leurs utilisations de l'enquête logement, il ressort nettement que cette dernière répond non seulement à des besoins de connaissance générale, mais aussi à des besoins très opérationnels. La capacité de l'enquête à appréhender l'ensemble des filières (propriétaires, locataires du parc social ou privé) à produire des résultats précis sur la distribution des taux d'effort, à décrire de façon détaillée les conditions de logement, à constituer au fur et à mesure des millésimes des séries longues et à intégrer de nouvelles problématiques (bruit, précarité énergétique, modes de chauffage, etc.) font d'elle une source majeure pour les acteurs du logement. Deux conclusions s'imposent : nécessité de réaliser l'enquête logement à intervalles réguliers et maintien des thématiques abordées dans le questionnaire.

Toutefois les contraintes budgétaires et de moyens impliquent de faire évoluer le dispositif d'enquête, plusieurs pistes sont à l'étude, notamment l'intégration de nouveaux modes de collecte, la constitution d'un panel de logement, le développement d'une interrogation modulaire. La constitution d'un panel de logements pourrait en outre répondre à d'autres besoins en particulier en matière de suivi des politiques publiques. Un ensemble de scénarios sera élaboré en collaboration avec l'Insee pour une décision qui devrait intervenir avant la fin 2018.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

RàS

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

Extension du parc locatif social (RPLS) aux logements foyers

Le Projet d'extension aux logements-foyers, prévue dans le cadre de la loi ASILE (juillet 2015) a été lancé début 2016. Des groupes de travail associant la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages ainsi que les professionnels ont défini un ensemble de variables spécifiques aux logements foyers qui intégreront le répertoire. Le décret qui régit la collecte et la diffusion de RPLS sera revu en

conséquence début 2017. La réécriture du décret nous permettra aussi de lever les ambiguïtés qui pèsent sur la diffusion de variables jugées sensibles du répertoire en ayant pour objectif la diffusion la plus large possible. Les logements foyers seront intégrés en deux fois : les trois plus importants bailleurs en janvier 2019, puis la totalité en janvier 2020.

Substitution du Répertoire des statistiques du logement à Filocom

Le répertoire statistique des logements (RSL) développé par l'Insee se substituera à Filocom en 2017. Un fichier spécifique sera réalisé pour répondre aux besoins du SDES, permettant notamment de suivre dans le temps les évolutions du parc de logement via un identifiant logement.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Publication d'un indicateur de production de logements neufs

Depuis septembre 2016, le bureau des statistiques sur l'offre de logement transmet à l'Insee (département des comptes nationaux) un indicateur trimestriel de production de logements neufs basé sur les mises en chantier et l'observation des durées de chantier. Cet indicateur sera publié par le SDES courant 2018.

Diffusion d'un zonage logement

Les travaux de constitution d'un zonage logement ont débuté début 2017 en collaboration notamment avec le Céréma, la DHUP et l'Insee. Ce zonage qui intégrera des critères liés à la fois à l'offre et à la demande de logements a pour ambition de devenir la maille d'analyse territoriale des problématiques dans le domaine du logement et de déboucher sur des utilisations opérationnelles telles que la territorialisation des besoins en logement.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2018

RàS

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

La création par voie législative d'une mission de service public, à la charge de la profession notariale, de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux a précisément pour objet de garantir l'exhaustivité des bases notariales de façon à permettre leur exploitation à l'échelon local.

Les sources Sitadel, ECLN, EPTB et Filocom, de par leur exhaustivité, se prêtent très bien à des exploitations au niveau régional ou local. L'assouplissement recherché des règles de secret pour l'enquête ECLN vise à pouvoir diffuser davantage d'informations qu'à présent à un niveau géographique fin. La réorganisation de la diffusion des statistiques issues de Filocom vise essentiellement à mieux satisfaire les besoins en information sur l'habitat au niveau local.

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

Le SDES exploite le fichier des bénéficiaires de l'éco-PTZ, pour mieux connaître ceux-ci ainsi que les montants en jeu (cf. 3.2. supra). Les considérations relatives à la performance énergétique sont un aspect essentiel de l'enquête thématique sur la qualité dans la construction neuve (cf. 2.1 supra). L'enquête EPTB inclut un questionnaire renouvelé en 2010 sur les modes de chauffage (énergies renouvelables). Enfin, la géo-localisation de Sitadel devrait contribuer à la connaissance et à la mesure de l'étalement urbain.

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

Le système d'information Sitadel, l'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN), l'enquête sur le prix de revient du logement neuf (PRLN) permettent de répondre à plusieurs règlements européens portant sur les transmissions suivantes : autorisations de construire, indice de prix des logements neufs et indice de prix à la production de la branche construction.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Prix des terrains et du bâti (EPTB)	Bureau SLC1	cf. 4.1. infra.
Commercialisation des logements neufs (ECLN)	Bureau SLC1	cf. 4.1. infra.
Prix de revient des logements neufs (PRLN)	Bureau SLC2	cf. 4.1. infra.
Maîtrise d'ouvrage des enquêtes mensuelles d'activité dans le Bâtiment et la construction	Bureau SLC2	
Maîtrise d'ouvrage de la partie sectorielle des ESA promotion immobilière et BTP	Bureaux SLC2	
Exploitation de fichiers administratifs		
Filocom	Bureau SLC3	cf. 4.2. infra.
Sitadel	Bureau SLC1	cf. 4.2. infra.
Fichiers du prêt à taux zéro	Bureau SLC1	cf. 4.2. infra.
RPLS	Bureau SLC1	
Autres travaux répétitifs		
Compte satellite du logement	Bureau SLC3	cf. 4.3. infra.
Conjoncture de l'immobilier	Bureau SLC3	
L'état du logement	Bureau SLC3	

4.1 Enquêtes

Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)

L'enquête sur le prix des terrains à bâtir a été lancée en 2006. Cette enquête, réalisée chaque année, fournit des informations sur les ménages ayant obtenu un permis de construire pour l'édification d'une maison individuelle, sur la consistance de la maison et sur son mode de chauffage, sur son prix ainsi que sur le prix et les caractéristiques du terrain. L'enquête sera poursuivie en 2016.

Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

ECLN est une enquête trimestrielle réalisée auprès des promoteurs immobiliers, pour connaître leurs mises en vente de logements, le nombre et le prix des logements vendus, ainsi que l'encours des logements proposés. Les résultats sont publiés par région et par nombre de pièces des logements, en distinguant l'habitat collectif et l'habitat individuel (groupé). L'enquête couvre la France métropolitaine et est exhaustive sur les programmes d'au moins cinq logements destinés à la vente auprès de particuliers.

L'indice du coût de la construction (ICC) et l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)

L'indice du coût de la construction (ICC) est calculé et publié par l'Insee à partir des données de l'enquête sur le prix de revient des logements neufs (PRLN) réalisée par le SDES. Le passage à la méthode hédonique pour le calcul de l'indice est intervenu pour l'indice du 4^e trimestre 2009, publié en avril 2010. Ce changement de méthode a permis un allègement substantiel du questionnaire et des documents collectés.

Les enquêtes mensuelles de branche dans le bâtiment (B) et les travaux publics (TP)

Les enquêtes mensuelles de branche sont réalisées par voie postale par les fédérations professionnelles (FFB et FNTP) auprès des entreprises ayant une activité de bâtiment ou de travaux publics à titre principal ou secondaire. L'enquête sur les travaux publics a pour objectif de fournir des indicateurs conjoncturels : travaux réalisés, salaires payés, marchés conclus, effectifs ouvriers permanents et heures travaillées sur les chantiers. L'enquête sur le bâtiment a pour objectif de contribuer au calcul de l'Indice de la Production dans la construction de l'Insee et des indices d'activité et d'emploi et de salaire de la profession.

4.2. Exploitation de fichiers administratifs

FILOCOM

Dans le cadre d'un protocole avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP), le SDES dispose tous les deux ans (années impaires) de données fiscales et foncières issues du mariage des fichiers de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des propriétaires et des propriétés bâties. En 2011, exceptionnellement, le SDES a disposé en outre des données au 1/1/2010. Ce fichier fournit une information de première importance sur le couple logement-occupant. Son apport principal repose, outre son exhaustivité, sur une information à un niveau géographique très fin, la connaissance des revenus des occupants et la possibilité d'effectuer des études longitudinales. Le fichier permet en outre de connaître l'âge du parc de logements et la durée d'occupation. Utilisées en liaison avec d'autres sources, les données contenues dans ce fichier enrichissent l'analyse des situations locales d'habitat.

Une nouvelle convention entre la la DGFIP a permis d'élargir le champ de diffusion afin de mieux répondre aux besoins d'informations locales pour des publics variés. Par ailleurs la durée d'archivage est passée de 5 à 50 ans.

Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels (Sitadel)

La nouvelle application d'architecture nationale (Sit@del2) a été mise en place début avril 2009. En 2010, l'application a été stabilisée et donne satisfaction. Des améliorations « outils » sont prévues en 2011, notamment un accès internet via monservicepublic.fr pour les pétitionnaires désireux de saisir en ligne leur Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) ou leur Déclaration attestant de l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT).

En 2015, le SDES a publié des estimations en dates réelles et poursuit ses travaux de géolocalisation des données. Il s'agit de travaux s'inscrivant dans le cadre des orientations de moyen terme du service.

Fichiers des bénéficiaires du Prêt à taux zéro (PTZ)

Le SDES exploite de longue date à des fins statistiques le fichier des bénéficiaires du PTZ confectionné par la Société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale (SGFGAS) pour le compte de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP). Ce fichier permet les chiffrages des aides publiques correspondantes dans le cadre du compte satellite du logement, et a fait l'objet de plusieurs publications autonomes visant à décrire le profil des bénéficiaires.

Répertoire du parc locatif social (RPLS)

Le Projet d'extension aux logements-foyers, prévue dans le cadre de la loi ASILE (juillet 2015) a été lancé début 2016. Des groupes de travail associant la DHUP et les professionnels ont défini un ensemble de variables spécifiques aux logements foyers qui intégreront le répertoire. Le décret qui régit la collecte et la diffusion de RPLS sera revu en conséquence début 2017. La réécriture du décret nous permettra aussi de lever les ambiguïtés qui pèsent sur la diffusion de variables jugées sensibles du répertoire en ayant pour objectif une diffusion la plus large possible. Les logements foyers seront intégrés en deux fois : les trois plus importants bailleurs en janvier 2018, puis la totalité en janvier 2019.

4.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

RàS

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête ECLN, demande aux promoteurs de remplir chaque trimestre (avec l'aide d'un enquêteur) un questionnaire pour chacun de leurs programmes en cours de commercialisation. Même si ce questionnaire est simple, son remplissage peut s'avérer fastidieux pour un promoteur qui gère de nombreux programmes. Or pour certains promoteurs les données correspondantes figurent dans leur système d'information. Depuis 2017, ces données sont collectées par transmission de fichiers pour les promoteurs les plus importants.

1. Exposé de synthèse

La « mission des études, de l'observation et des statistiques » (MEOS) est rattachée depuis le 1^{er} janvier 2016 à l'Institut National de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), service à compétence nationale auprès du directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Cette direction est sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale depuis mai 2017.

En 2017, l'INJEP s'est doté d'un projet de service et d'un programme de travail pluriannuel, soumis à son Conseil scientifique et d'orientation, installé en mai 2017 et qui rassemble ses principaux partenaires dont l'Insee et de nombreux services statistiques ministériels. Ce conseil qui donne son avis sur l'ensemble des activités de l'INJEP a également pour mission d'être le garant du respect de la charte de déontologie de l'institut, élaborée en collaboration avec l'unité qualité de l'Insee, et qui vise à garantir l'indépendance et la qualité de l'ensemble des productions de l'INJEP.

Au sein de l'INJEP, la MEOS constitue le service statistique ministériel du ministère en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Ses travaux s'articulent principalement autour des accueils collectifs de mineurs, du service civique, de la mobilité internationale des jeunes, des pratiques sportives et licenciées, de l'économie du sport, des métiers et emplois liés aux sports et à l'animation, ainsi que des diplômes délivrés dans le champ du sport et de l'animation.

Les travaux engagés sur les chantiers « jeunesse » seront poursuivis en 2018. En particulier, la MEOS s'est engagée en 2017 avec l'ensemble des partenaires de la statistique publique dans un travail de refonte du recueil d'indicateurs sur la jeunesse. Ces travaux s'inscrivent dans le prolongement des travaux du Comité Interministériel Jeunesse (CIJ) mis en place en 2013 avec une visée scientifique et un objectif de qualité statistique réaffirmés dans le cadre de cet exercice.

Par ailleurs, les travaux d'amélioration de la couverture des indicateurs relatifs à la mobilité internationale des jeunes et à leur qualité ont porté leurs fruits lors de la précédente collecte et seront poursuivis en 2018.

Le portrait statistique des accueils collectifs de mineurs sera également élargi par une exploitation des bases administratives du ministère en charge de la jeunesse sur les diplômes de l'animation permettant d'encadrer, dans les accueils collectifs de mineurs, en tant qu'animateur (BAFA) ou directeur de centre ou adjoint au directeur (BAFD).

La MEOS, en partenariat avec l'Agence du Service Civique (ASC), a démarré en 2017 des travaux visant à produire des statistiques sur les bénéficiaires du dispositif à partir des bases administratives de l'Agence. Ces travaux prendront la forme en premier lieu d'une étude de cadrage puis dans un second temps la diffusion régulière de tableaux statistiques.

L'INJEP a été partenaire de l'Insee et la Drees dans le cadre d'une enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ). La MEOS participe au comité d'exploitation de l'enquête et réalisera en particulier une étude des données relatives à l'accès au permis de conduire qui devrait être publié en 2018.

Dans le domaine du sport et des formations du champ « jeunesse et sports », la MEOS poursuivra les travaux statistiques actuels : recensement des licences et clubs sportifs, insertion des diplômés (au travers notamment de l'exploitation des enquêtes « Génération » du Céreq), suivi des emplois aidés dans le champ « jeunesse et sports », mesure du poids économiques du sport. Ces travaux feront l'objet pour certains d'améliorations méthodologiques. La qualité du géocodage des licences sportives réalisé par l'Insee sera renforcée (via des reprises manuelles des adresses erronées) et permettra une analyse plus fine de la pratique sportive licenciée dans les Quartiers Prioritaires de la Ville. La MEOS a également lancé des travaux de rebasage de l'estimation du poids économique du sport, notamment des dépenses sportives des collectivités territoriales. L'utilisation de sources complémentaires (Enquête Emploi en Continu) pour la mesure de l'emploi dans le secteur sportif est à l'étude. Par ailleurs, la préparation d'une nouvelle enquête sur les pratiques physiques et sportives sera lancée.

Concernant la vie associative, la MEOS lancera au second semestre 2017 des études (emploi associatif, bénévolat ou subventions) à partir de données de la statistique publique (DSN, enquête associations) des données de gestion du ministère (FONJEP) ou de chercheurs partenaires.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête CEREQ génération 2013 – Extension sur le champ « sport et animation »

Cette enquête triennale permet d'étudier l'insertion professionnelle des personnes ayant obtenu un diplôme professionnel délivré par le ministère en charge des sports et de la jeunesse. Cette enquête s'appuie sur le dispositif de l'enquête génération du CEREQ, avec un volet spécifique sur les diplômés sport et animation et un sur-échantillonnage du champ « sport et animation ». Les données portant sur la génération 2013 (enquêtée en 2016) devraient être disponibles à l'été 2017 et feront l'objet de premières exploitations en 2018.

Enquête nationale sur la pratique sportive

La dernière enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives a été réalisée en 2010. Sous réserve de la mobilisation des moyens humains et financiers nécessaires, la réalisation d'une nouvelle enquête sera préparée en lien avec la Direction des sports. Il s'agit de décrire précisément la pratique sportive, qu'elle soit autonome ou encadrée, et de faire apparaître, dans la mesure du possible, les pratiques émergentes, de mesurer précisément le nombre de licenciés et de caractériser le profil socio-économique des pratiquants.

2.2 Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2018

Exploitation des bases de données de l'Agence du service civique (ASC)

La MEOS s'est associée à l'ASC pour exploiter les bases administratives ELISA et OSCAR à des fins de production statistique. Les travaux engagés en 2017 visent à produire des données sur les bénéficiaires du service civique qui prendront en premier lieu la forme d'une première étude présentant des données de cadrage puis dans un second temps de la diffusion régulière de données statistiques.

Exploitation de la base des diplômes BAFA-BAFD (Brevet d'aptitudes aux fonctions d'animateur - Brevet d'aptitudes aux fonctions de directeur)

Le ministère délivre des diplômes permettant d'encadrer, dans les accueils collectifs de mineurs, en tant qu'animateur (BAFA) ou directeur de centre ou adjoint au directeur (BAFD). La MEOS a été chargée de réaliser une toute première exploitation de ces données administratives, collectées par le ministère (DJPEVA). Les statistiques produites s'attacheront à caractériser la population des diplômés et en analyser l'évolution au cours des dernières années. Une étude relative aux diplômes BAFA et BAFD délivrés par le ministère en charge de la jeunesse sera conduite.

Insertion professionnelle des diplômés du champ « jeunesse et sport »

Le service produit également un indicateur de performance relatif à l'emploi des diplômés du ministère (taux d'insertion professionnelle des diplômés sur un emploi en lien direct avec la qualification obtenue). Dans le cadre de cet indicateur, un questionnaire « enrichi » de l'enquête, conduite par les DRJSCS, sera généralisé en 2016. Ce recueil élargi nécessitera une évolution « technique » de la version du questionnaire par internet, une adaptation des consignes de collecte et de traitement des résultats. Le rôle de la MEOS consiste notamment à participer à la mise en place de la nouvelle version et à accompagner les directions régionales dans ces changements, avant d'exploiter les résultats de l'enquête.

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Étude de l'accès au permis de conduire à partir de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ)

L'Insee et la Drees ont réalisé une enquête nationale sur les ressources des jeunes, dont l'INJEP a été partenaire. De nombreuses thématiques sont abordées dans le questionnaire de cette enquête riche et novatrice qui permet de décrire les ressources et les conditions de vie des jeunes adultes de 18 à 24 ans en France. La MEOS participe au comité d'exploitation de l'enquête. Elle réalisera en particulier une étude des données relatives à l'accès au permis de conduire.

Travaux sur la mise en place d'indicateurs jeunesse et sur la mobilité internationale des jeunes

Dans le cadre de la mise en place du comité annuel interministériel jeunesse (CIJ), la MEOS a contribué à la construction d'indicateurs nouveaux sur l'état de la jeunesse en France. En 2018, les investissements sur les indicateurs relatifs à la mobilité internationale des jeunes seront poursuivis dans le cadre des préconisations du Comité permanent de la mobilité européenne et internationale des jeunes. Plus largement, la MEOS s'est engagée avec l'ensemble des partenaires de la statistique publique dans un travail de refonte du recueil d'indicateurs sur la jeunesse avec une visée scientifique et un objectif de qualité statistique réaffirmés dans le cadre de cet exercice.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

Travaux sur la vie associative

La MEOS lancera au second semestre 2017 des études sur la vie associative (emploi associatif, bénévolat ou subventions) à partir notamment de données de la statistique publique, de données de gestion du ministère (FONJEP) ou de chercheurs partenaires. La mission suit également le projet "dataasso.fr" piloté par la DJEPVA qui résulte de l'appariement de la base du Répertoire National des Associations et du répertoire Sirene.

Travaux sur le poids économique du sport

La MEOS a lancé des travaux de refonte de son estimation du poids économique du sport, s'agissant notamment des dépenses des collectivités territoriales qui sont expertisées avec l'aide du département des comptes nationaux de l'INSEE et de la DGCL. L'utilisation de nouvelles sources de données, comme l'Enquête Emploi en Continu dans l'estimation de l'emploi du secteur sportif est également à l'étude. Enfin, des réflexions sont également ouvertes sur le mode de diffusion et les calendriers de publication.

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

La MEOS contribue, en collaboration avec la DREES qui pilote l'opération, à la production du panorama statistique annuel des Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS). À ce titre, la MEOS fournit un ensemble d'indicateurs nationaux relatifs au sport et à la jeunesse, déclinés par régions et départements. Cette publication nationale, en ligne sur le site de la DREES, s'accompagne également de publications régionales alimentées par les données livrées au niveau national et enrichies de statistiques spécifiques à chacune des régions dans le cadre des études qu'elles réalisent ponctuellement. Ce dispositif fournit notamment des informations sur les accueils de mineurs dans les régions et devrait être complété en 2018 par des données sur les diplômés BAFA-BAFD.

La mission poursuit sa collaboration avec l'INSEE sur la géolocalisation des licences sportives délivrées par les fédérations agréées par le ministère. Dans le cadre d'une nouvelle convention avec l'Insee, l'Insee procède à une reprise manuelle partielle des adresses rejetées par les traitements automatiques qui devrait améliorer la qualité des données et permettre de décliner de manière plus fiable des indicateurs sur la pratique licenciée, notamment dans le nouveau découpage en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Ces données devraient être valorisées dans une étude à paraître dans la collection « Injep Analyses et Synthèses ».

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RàS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Service civique

Les travaux lancés par la MEOS avec l'Agence du service civique permettront une première analyse du dispositif du service civique. À terme, la MEOS produira régulièrement des données de cadrage sur les bénéficiaires du dispositif.

3.4 Aspects « européens »

La MEOS participe à un groupe de travail de la Commission européenne. Ce groupe, réunissant une quinzaine d'Etats membres volontaires, s'attache à définir le cadre méthodologique d'un compte satellite du sport, le périmètre du secteur « sport » (définition statistique, activités liées directement ou indirectement au sport) et des méthodes de chiffrage du poids économique du sport.

4. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Recensement annuel des licences sportives	MEOS	Collecte exhaustive auprès des fédérations sportives agréées
Enquête triennale sur l'insertion professionnelle des diplômés du ministère	MEOS	Collectée effectuée dans le cadre d'une extension spécifique de l'enquête génération CEREQ
Mobilité internationale des jeunes	MEOS	Collectes auprès des acteurs de dispositifs de la mobilité internationale des jeunes
Exploitation de fichiers administratifs		
Production de statistiques annuelles sur les accueils collectifs de mineurs (ACM)	MEOS	Base réglementaire de suivi et de contrôle des ACM par la DJEPVA.
Autres travaux répétitifs		
Statistiques sur les contrats aidés du champ « jeunesse et sports »	MEOS	Données transmises par la DARES
Estimation annuelle du poids économique du sport (dépense sportive des acteurs économiques, emploi sportif)	MEOS	Source : comptes nationaux annuels, DGCL, enquêtes annuelles d'entreprises, fichiers Unedic sur les établissements et salariés du secteur sportif.

5. Allègement de la charge statistique des entreprises

RàS

1. Exposé de synthèse

Préambule

Le panel ELIPSS (Étude Longitudinale par Internet Pour les Sciences Sociales) est un dispositif d'enquêtes par internet destiné à la communauté scientifique. Il vise à combler l'absence de moyens d'enquête par questionnaire propres aux chercheurs français en sciences humaines et sociales. Une tablette tactile et un abonnement internet mobile sont fournis aux panélistes sélectionnés aléatoirement afin qu'ils participent aux enquêtes mensuelles. Ces dernières sont élaborées par des chercheurs et sélectionnées par un comité scientifique et technique.

Pour la phase pilote du dispositif ELIPSS, un premier échantillon constitué de 1 039 panélistes avait été recruté en 2012. 44 enquêtes ont été produites pendant cette phase pilote. En 2016, 2500 nouveaux panélistes ont intégré le dispositif afin de constituer un panel d'environ 3300 individus. Les deux échantillons ont été fournis par l'INSEE. Le rythme des enquêtes ELIPSS étant incompatible avec un passage devant le comité du label pour chacune, le Comité de direction de l'INSEE a décidé de répondre favorablement à la demande d'échantillon pour le panel ELIPSS aux conditions suivantes : la signature d'une convention entre Sciences Po et l'INSEE (le 14 octobre 2015), l'accord du comité du secret (le 9 octobre 2015), un bilan de l'étude pilote présenté à la Commission Démographie et questions sociales du CNIS (le 15 octobre 2015), la présentation d'un rapport annuel d'activité au CNIS et un retour d'expérience sur ce mode d'interrogation des ménages. C'est dans ce cadre que nous présentons le programme statistique du panel ELIPSS pour 2018.

Sur les neuf terrains d'enquête prévus en 2018, sept sont d'ores et déjà affectés à des projets d'enquêtes précis :

- Deux terrains d'enquête sont attribués aux enquêtes conçues par l'équipe ELIPSS pour produire les variables, notamment socio-démographiques, communes aux autres enquêtes ;
- Cinq terrains sont destinés aux propositions sélectionnées par le comité scientifique et technique (CST) lors du précédent appel à projets.

Concernant les deux terrains encore disponibles fin 2018, ils seront réservés aux projets examinés et sélectionnés par le comité scientifique et technique en début d'année 2018 ; de fait, le programme ici présenté ne peut faire état de l'ensemble de l'année 2018.

2. Travaux nouveaux pour 2018

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

PVF - Pratiques de visite des Français (musées et expositions)

Objectifs : L'enquête « Pratiques de visite des Français » (PVF) a pour objectif une meilleure connaissance de la place que prennent les visites de musées et d'expositions dans les pratiques de loisirs des Français, et par là de saisir les obstacles qui les freinent et les motifs qui les favorisent. La baisse de la fréquentation de la sphère muséale observée ces deux dernières années interroge, au-delà du contexte sécuritaire et du retrait des touristes étrangers et des publics scolaires, l'évolution des perceptions et des pratiques de la population et son appétence vis-à-vis de cette sortie. Différentes hypothèses, cherchant à éclairer une certaine désaffection du public français, sous-tendent la démarche d'enquête et seront questionnées : l'abondance de l'offre de musées et d'expositions, un arbitrage plus serré des dépenses et/ou du temps consacré aux sorties culturelles, un renforcement des pratiques de loisirs à domicile et en ligne, mais aussi une évolution des centres d'intérêt, des goûts, voire une perte de la valeur symbolique attribuée à la visite d'exposition. Un indicateur de compétence et de familiarité à l'art et au patrimoine sera construit, à partir de questions de reconnaissance visuelle d'œuvres et de lieux emblématiques, de reconnaissance stylistique et de classement chronologique. Mis en relation avec la réalisation de visite de musées et d'expositions, cet

indicateur enrichira l'approche des pratiques de visite, au-delà de la segmentation via la certification et la stratification sociale.

Porteur du projet : Loup Wolff (Chef du DEPS – Ministère de la Culture et de la communication)

Partenaires : Nathalie Berthomier, Agathe Grandval, Anne Jonchery, Florence Levy-Fayolle et Caterina Renzi

Période de réalisation : janvier-février 2018

PaNaMo - Panel National Mobilité quotidienne

Objectifs : Cette enquête se focalise sur les grandes entrées explicatives des comportements de mobilité quotidienne : les normes sociales perçues, les habitudes, les intentions, les situations (spatiales et sociales) et enfin la motilité (c'est-à-dire le capital de mobilité de l'individu, sa capacité à se mouvoir). L'ambition dans ce projet est de mettre en rapport les pratiques d'un individu, leurs variations dans le temps, avec ces cinq grandes entrées mesurables à l'échelle individuelle. En France, depuis une trentaine d'années, de nombreuses politiques publiques ont été mises en place à différentes échelles pour tenter de réguler la mobilité quotidienne et pour limiter le recours à l'automobile comme mode de déplacement quotidien. En quête d'acceptation sociale et d'efficacité, ces politiques ont montré une tendance progressive à la responsabilisation de l'individu qui est désormais pensé comme le maillon central du dispositif [Salles, 2009]. Un des objectifs principaux formulé est, désormais, de convaincre les individus de la « nécessité » d'un changement de leurs pratiques quotidiennes [Boutaric, 2014]. Alors que de nombreux enjeux se cristallisent progressivement autour de l'individu et de ses pratiques de mobilité quotidienne, on note - paradoxalement - une focalisation du champ scientifique sur les données issues de méthodes dites « transversales » qui privilégient pourtant les données agglomérées instantanées, au détriment d'un suivi fin et régulier dans le temps à l'échelle de l'individu. PaNaMo a ainsi pour aspiration, si le dispositif le permet (cf. incertitude sur sa pérennisation), de proposer une enquête longitudinale (une enquête annuelle pendant 5 ans).

Porteur du projet : Thomas Buhler (MCF à Université de Bourgogne-Franche / Labo ThéMA)

Partenaires : Philippe Signoret, Hadrien Commenges, Guillaume Drevon, Helene Houot, Vincent Kaufmann, Florent Lheureux, Emmanuel Ravalet et Samy Youssoufi

Période de réalisation : février-mars 2018

EA18 - Enquête Annuelle 2018 / Pratiques numériques 2018

cf. 4. Opérations répétitives

Période de réalisation : mars-avril 2018

JustiRep - Les rapports des citoyens à la justice : expériences et représentations

Objectifs : La justice et la police sont régulièrement au cœur de l'actualité politique et médiatique. Mais leur activité et leur fonctionnement sont représentés de manière souvent stéréotypée. Alors que les grandes enquêtes internationales sur les valeurs comptent rarement des modules sur la justice, le projet JustiRep vise à mieux cerner les représentations et les attentes des citoyens à l'égard de la justice et du système judiciaire, qui inclut la police et la gendarmerie. Il reprend un chantier de recherche multidimensionnel initié dans l'espace francophone dans les années 1970 à 1990 et délaissé depuis, tout en dialoguant avec des travaux contemporains menés aux États-Unis, qui s'intéressent aux expériences quotidiennes que les personnes font du droit - les legal consciousness studies. D'un point de vue épistémologique, l'enjeu est de rendre compte de la pluralité des conceptions de la justice, et des rapports au droit et à la justice. Par ailleurs, la conception de l'enquête repose sur une contextualisation des rapports entre justice et citoyens. L'objectif est de replacer les expériences concrètes très diverses des enquêtés dans leur contexte particulier aux niveaux micro, méso et macro. Sur le plan théorique, il s'agit de saisir concrètement les rapports ordinaires au droit et à la justice ; d'analyser les attentes des citoyens à l'égard du système judiciaire et de son fonctionnement, et de comprendre les facteurs qui pèsent sur les jugements portés sur la justice ; enfin, d'étudier les ressorts socio-politiques de la confiance et la légitimité de cette institution régalienne, qui influencent le sens des politiques judiciaires et des peines, et donc la manière de les concevoir. Le questionnaire JustiRep proposé au panel ELIPSS prend source dans l'articulation des approches qualitatives et quantitatives mobilisées dans le cadre d'un projet plus global.

Porteur du projet : Cécile Vigour (Chargée de recherches CNRS 1ère classe, Sciences Po Bordeaux / Labo Centre Emile Durkheim)

Partenaires : Bartolomeo Cappellina, Virginie Gautron, Jacques Faget, Pierre Vendassi et Laurence Dumoulin

Période de réalisation : avril-mai 2018

PsychoFood - Comportements alimentaires et traits psychologiques

Objectifs : Les recherches en économie comportementale et en épidémiologie ont établi un lien entre les comportements à risque (sur le plan sexuel, de la conduite de véhicules ou de la consommation de drogues, d'alcool ou de tabac) et les attitudes individuelles vis-à-vis du risque ainsi qu'avec une préférence pour le présent. Cependant, ce type de résultat n'est pas encore établi en ce qui concerne les choix de consommation alimentaire. Le projet PSYCHOFOOD consiste à évaluer les comportements alimentaires et à mesurer les attitudes vis-à-vis du risque et du temps (ex : préférence pour la concrétisation d'actions dans le présent plutôt que dans le futur, consommation immédiate vs. consommation future, impatience etc.) au sein d'un même questionnaire. L'objectif est de mettre à jour des typologies (patterns) de régimes alimentaires et des profils psychologiques, d'en étudier la distribution au sein de la population française et les potentielles associations entre comportements alimentaires et préférences à l'égard du risque et du temps. Le questionnaire est ainsi composé de deux modules : un questionnaire alimentaire réduit qui interroge les sujets sur leurs fréquences de consommation d'aliments au cours de l'année précédente et un module d'élicitation des attitudes vis-à-vis du risque et des préférences temporelles qui repose sur des questions de choix binaires entre options qui offrent des gains monétaires. D'un point de vue méthodologique, l'objectif est de valider le questionnaire sur un échantillon représentatif de la population française, puisque jusque-là cette validation n'a été effectuée que sur des sous-groupes particuliers de la population. D'un point de vue scientifique, ce projet fournira des résultats originaux sur les déterminants sociaux-économiques des comportements alimentaires et des traits psychologiques étudiés. Il permettra notamment d'évaluer si les comportements alimentaires délétères pour la santé sont associés à des profils psychologiques spécifiques (attirance pour le risque et fort taux d'escompte du futur).

Porteur du projet : Antoine NEBOUT (Chargé de recherche à l'INRA / Labo Alimentation et Sciences Sociales)

Partenaires : Marie-Christine Boutron-Ruault, Guy Fagherazzi, Aurelie Affret, Noemi Berlin, Kemel Emmanuel et Louis-Georges Soler

Période de réalisation : juin-juillet 2018

POP-AWARE - Connaissance et perception des questions démographiques

Objectifs : Le projet POP-AWARE vise à interroger les connaissances et la perception des questions démographiques de la population générale et à prendre en considération ce qu'elles doivent à leur vulgarisation. Par perception est entendue la convergence d'opinions et d'informations qui produisent un ensemble d'idées et conduisent à la compréhension plus ou moins nette d'une situation, en l'occurrence ici des faits démographiques et de leurs conséquences prévisibles. L'hypothèse sous-jacente à cette définition est que la perception que l'on peut avoir d'un phénomène est en partie influencée par les informations qui circulent. De fait, le projet a pour postulat l'influence de la diffusion des questions démographiques sur les connaissances mais aussi sur la perception de leurs enjeux. Le questionnaire devrait permettre de déterminer quelles sont les connaissances acquises sur la démographie (française, européenne et mondiale), sur les tendances de la population et quelle est la perception des questions démographiques contemporaines. Dans quelle mesure les informations sur la démographie retiennent-elles l'attention du public qui en est le destinataire ? Perçoit-il les enjeux démographiques et comment ? Par qui et comment l'information démographique est transmise ? Qu'en pensent les individus ? Approuvent-ils les tendances démographiques actuelles ? Si non, quelles corrections et quelles recommandations proposent-ils ?

Porteur du projet : Virginie DE LUCA BARRUSSE (Directrice de l'Institut de démographie de l'Université Paris Panthéon Sorbonne et de son centre de recherche CRIDUP Senior)

Partenaires : Armelle Andro, Alexandre Avdeev, Dominique Chauvel, Virginie Dejoux, Cecile Lefevre, Renaud Orain, Claire Scodellaro et Jacques Veron

Période de réalisation : juillet-septembre 2018

Module biographique ELIPSS

Objectifs : Il s'agit de profiter de l'élargissement du panel en 2016 pour interroger l'ensemble des répondants sur certains éléments de leur biographie (naissance, éducation, parents, parcours

professionnel, etc.). Isoler certaines variables dites « stables » du parcours de vie des répondants dispenserait l'*Enquête Annuelle* de leur répétition ; ce module viendrait donc compléter les données tenues à disposition des équipes porteuses de projets Elipss.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : septembre - octobre 2018

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2018

RàS

2.3 Travaux nouveaux d'études et de diffusion pour 2018

Tous les fichiers de données sont diffusés aux équipes de recherche conceptrices des enquêtes dans un délai de deux mois maximum. Cela concerne donc les enquêtes décrites précédemment à la section 2.1.

Une fois passée la période d'exclusivité d'un an pour les équipes co-productrices des enquêtes, les fichiers de données sont accessibles gratuitement sur le portail du réseau Quetelet pour les chercheurs et les étudiants dans le cadre d'un projet de recherche (<http://www.reseau-quetelet.cnrs.fr/>). Pour obtenir les fichiers de données, les demandeurs doivent signer une convention d'utilisation dans laquelle ils s'engagent notamment à respecter la confidentialité des répondants, à ne pas rediffuser les données à un tiers, à citer la source des données dans les publications et à détruire le fichier de données à l'issue de la recherche.

En 2018, l'objectif sera de finir de mettre à disposition de la communauté scientifique toutes les enquêtes réalisées pendant la phase pilote. Ce programme de diffusion est cependant susceptible d'être modifié en fonction des demandes des utilisateurs traitées prioritairement et pouvant porter sur des enquêtes plus récentes ou sur l'appariement de plusieurs enquêtes.

Cross-national replication of question design experiment

Cette étude, initiée par Jon Krosnick (Stanford University), explore si les principes de conception des questions, tirés principalement de la recherche américaine américaine il y a quelques décennies, s'appliquent encore aujourd'hui et dans d'autres pays. Elle a été administrée dans plusieurs panels internet probabilistes dans le monde, dont le panel ELIPSS en France.

Les expériences ont testé les différences dans le comportement de la réponse : (a) en modifiant l'ordre dans lequel les options de réponse sont présentées, (b) en modifiant l'ordre dans lequel les questions sont posées, (c) en modifiant le libellé des questions pour tester le biais de réponse de l'acquiescement, (d) en faisant varier la présence ou l'absence de diverses propositions pour les "sans opinion" , (e) en mentionnant «certaines personnes» et «autres personnes» dans le but d'équilibrer une question et (f) pour l'impact de l'ajout d'un contre-argument.

Etude comparative des panels européens 2014 & 2015

Il s'agit d'un projet méthodologique conduit avec les panels internet similaires en Allemagne (German Internet Panel, Gesis Panel) et aux Pays-bas (LISS Panel) qui a permis la passation simultanée d'un questionnaire commun dans les trois pays. L'enquête de 2014 reprenait des questions extraites des enquêtes comparatives European Social Survey (ESS), Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe (SHARE), Programme for the International Assessment of Adult Competencies (PIAAC) et European Election Study 2014 (EES). L'enquête de 2015 reposait quant à elle sur un questionnaire sur les réformes politiques proposé par des chercheurs de l'Université de Mannheim.

CORDI - Catégorisations et connaissances ordinaires de la société (jeu des métiers, jeu des portraits)

Autour des questions du « retour » des classes sociales et de nouvelles formes d'inégalités, de nombreuses controverses sont nées depuis les années 1990 pour définir les clivages pertinents de description des sociétés contemporaines. Contrairement à la plupart des débats nourris par des études sur les différences objectives entre individus ou groupes, l'enquête CORDI, coordonnée par Cécile Brousse (INSEE), propose d'interroger l'existence et la nature des clivages sociaux à partir de la connaissance ordinaire qu'en ont les Français. Les catégories socioprofessionnelles font-elles l'objet

d'une reconnaissance auprès des individus ? Quelle distance peut-on relever entre les catégories officielles et les représentations individuelles ?

CORDI propose un dispositif expérimental inspiré des travaux de Boltanski et Thévenot pour saisir comment les individus se situent et situent les autres dans l'espace social. Au travers du « jeu des cartes métiers », il s'agissait de saisir les modes de catégorisation de l'espace socioprofessionnel par les Français : y a-t-il une vision partagée, et donc une proximité dans les classements réalisés, ou ceux-ci répondent-ils à des représentations diversifiées selon les individus ou groupes sociaux ? Le « jeu des portraits » s'intéressait aux manières qu'ont les individus de se repérer dans l'espace social : en d'autres termes, quels indices (caractéristiques, pratiques sociales) sont mobilisés pour inférer la profession et appartenance à un groupe social ?

MORACT - Goûts, morales, groupes sociaux

Ce projet, coordonné par Rémy Caveng (Université Picardie Jules Verne), porte sur ce que l'on peut désigner comme des morales en actes ou des économies morales. Elles se traduisent souvent dans la vie quotidienne par des rejets, des refus ou de simples évitements. Il s'agit donc de mettre en évidence non pas des « goûts » en matière de morale, mais des « dégoûts » moraux. Saisir cette volonté de « mise à distance » a l'intérêt de renouer avec la problématique de *La Distinction* de Pierre Bourdieu. L'utilisation d'un questionnaire permet de faire s'exprimer des points de vue tranchés. Ceux-ci seront recueillis en interrogeant les enquêtés sur leur relation à eux-mêmes, aux autres et à l'avenir dans différents contextes institutionnels (de la vie familiale au travail). Il s'agit ainsi d'appréhender les conflits moraux entre groupes et en leur sein en fonction d'univers sociaux où les comportements individuels sont susceptibles d'être différents. Les tensions au cœur des économies morales permettent également de révéler les différentes façons de penser et de construire les distances entre les groupes, c'est-à-dire de construire une hiérarchie symbolique dont les répercussions matérielles sont loin d'être négligeables (accès aux biens, aux droits, aux services, etc.).

ESS7 - Extrait de l'Enquête sociale européenne

Le terrain français de l'Enquête Sociale Européenne qui s'est déroulé en face-à-face fin 2014 a été l'occasion de comparer les modes de collecte en administrant au même moment une partie du questionnaire au panel ELIPSS. En raison de la durée du questionnaire et de l'avis du Comité du label sur l'une des modules rotatifs portant sur le rapport à l'immigration, seuls les modules A (médias), B (politique) et C (bien-être) ont été administrés aux panélistes.

MOVIPIC - Diversité des modes de vie et pointes de consommation d'énergie

Il s'agit de comprendre la diversité des consommations d'énergie des ménages en France, dans un contexte de nécessaire réduction des émissions de CO2 et de croissance des pics de consommation d'électricité. En explorant la notion de mode de vie, qui associe valeurs et pratiques, MOVIPIC veut dépasser les seules variables techniques et démographiques classiquement utilisées au profit d'une approche plus globale.

L'enquête prévoyait un recueil de données sous forme de carnet de bord, se focalisant sur les pointes de consommations d'électricité en soirée, afin d'explicitier comment les modes de vie contribuent différemment aux formations des pointes de consommation d'électricité.

SRCLF - Stratégies résidentielles et choix de localisation en France

Porté par Mirna Safi (chargée de recherche à Sciences Po Paris), le projet d'enquête *SRCLF* porte sur le choix du quartier et les stratégies résidentielles des Français. Il s'intéresse plus particulièrement au degré auquel la composition ethnique des quartiers est un des déterminants du choix de la localisation et ce afin d'étudier les mécanismes sous-jacents à la ségrégation des populations immigrées en France.

EVALENE2 - Enquête sur les valeurs, l'environnement et l'énergie (vague 2)

Sous la coordination de Béatrice Hammer (EDF R&D), ce projet est la réplique d'une première vague d'enquête conduite en 2013. Traitant des thèmes de l'environnement et de l'énergie, le questionnaire porte plus spécifiquement sur la perception de l'environnement, les préoccupations environnementales, le changement climatique, les rôles et l'avenir des différentes technologies, la

maîtrise de la consommation d'énergie et les intentions actions pro-environnement. Le questionnaire a la particularité de comporter de nombreuses questions ouvertes afin d'apporter un éclairage qualitatif.

DYNAMOB - Dynamiques de mobilisation (vagues 11 et 12)

Porté par Vincent Tiberj (Sciences Po Bordeaux) et Florent Gougou (Sciences Po Grenoble), le projet DYNAMOB s'inscrit dans les débats sur les mutations récentes du rapport au politique (recul de la participation électorale, montée du « vote intermittent », relâchement des liens partisans). Ce constat a déjà provoqué un changement dans les paradigmes d'explication du vote, avec l'affirmation de modèles focalisés sur la manière dont les individus prennent leurs décisions, au détriment de modèles centrés sur les appartenances sociales et politiques de long terme (modèle de Columbia, modèle de Michigan). En termes méthodologiques, DYNAMOB se distingue des panels électoraux français classiques par la durée de son terrain (presque un mandat présidentiel) et par sa périodicité. Pour la première fois en France, il permet de comparer tous les types d'élections en couvrant les municipales de 2014, les européennes de 2014, les départementales de 2015, les régionales de 2015, ainsi que la présidentielle et les législatives de 2017. Il comprend également des interrogations régulières hors des échéances électorales, afin de comprendre ce que deviennent les électeurs entre les élections. Le dispositif général repose ainsi sur le principe de l'alternance des temporalités, avec des vagues d'enquête spécifiques lors des élections (une vague pré-électorale et une vague post-électorale), et des réinterrogations régulières hors des échéances électorales.

PREFACE1 - Pratiques et représentations face à l'Etat (vague 1)

L'objectif de ce projet, porté par Alexis Spire (directeur de recherche CNRS - EHESS), est de cerner le rapport que les citoyens entretiennent à l'égard de l'État. Il s'intéresse tout autant aux pratiques qu'aux représentations des enquêtés, en faisant varier les institutions (administration fiscale, école, police et gendarmerie, justice), de façon à prendre en compte d'éventuelles discordances et à montrer que le rapport à l'État n'est ni univoque, ni unidimensionnel.

MOBILITÉS - Mobilités et rapport à l'espace dans le cycle de vie

Porté par Ettore Recchi (Professeur des Universités à Sciences Po Paris), *Mobilités* a pour objectif de tester empiriquement le nouveau concept de "spaceset" afin d'enrichir l'outillage sociologique permettant d'expliquer les différences de comportements et d'attitudes en prenant en compte l'augmentation contemporaine de la mobilité spatiale. Plus spécifiquement, il est question de comprendre comment ces carrières (spatiales objectives et subjectives) et leur articulation biographique impactent la mobilité sociale, les orientations en termes d'opinions et de valeurs, et enfin, le soutien aux différents échelons de gouvernance (locale, nationale, supranationale).

LivMob - Livraisons des colis et mobilités des e-consommateurs

Le projet *LIVMOB'*, coordonné par Anne Aguiléra (chercheuse en aménagement à l'IFSTTAR) a pour objectif d'identifier les déterminants du choix d'un mode de livraison et d'analyser plus particulièrement le rôle des territoires et des mobilités dans ces organisations. L'enquête permettra d'approfondir le niveau de connaissance sur les flux liés au e-commerce et de préciser les stratégies de déplacements des consommateurs pour motif de récupération des colis.

TARIFEAU - Tarification sociale de l'eau

Sous la coordination d'Olivier Beaumais (Professeur des Universités de Rouen), le projet d'enquête *TARIFEAU* combine les compétences de plusieurs disciplines (économie, sociologie et droit) pour explorer l'acceptabilité sociale de la mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau. Le projet tend à dépasser le seul intérêt pour la thématique en proposant une orientation méthodologique forte : un retour d'expérience sur le *choice experiment*.

SHAMA - Santé / Habitation / Alimentation / Médecine / Architecture

Porté par François Pattou (Professeur des Universités, directeur de recherche et praticien hospitalier), le projet *SHAMA* a pour objectif d'étudier d'éventuels liens entre l'organisation de l'habitation (plus particulièrement la cuisine) et les habitudes alimentaires. Associant des chercheurs dans les domaines de la médecine et de l'architecture, *SHAMA* s'inscrit dans la continuité d'une recherche qualitative qui

explorait les liens éventuels entre obésité sévère et organisation de l'habitation en région Nord-Pas de Calais.

2.4 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2018

RàS

3. Aspects particuliers du programme 2018

3.1 Aspects « Territoires »

RàS

3.2 Aspects « environnement et développement durable »

RàS

3.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

RàS

3.4 Aspects « européens »

Un projet d'actions de recherche et d'innovation réunissant des panels internet probabilistes en Europe a été déposé en mars 2017 dans le cadre de l'appel Horizon 2020. Outre ELIPSS, ce projet réunit le LISS panel de l'université de Tilburg aux Pays-Bas, le German Internet Panel de l'université de Mannheim en Allemagne, le Norwegian Citizen Panel de l'université de Bergen en Norvège, le Social Science Research Institute (SSRI) Online Panel de l'Université d'Islande. Il associe également l'université de Ljubljana en Slovénie et l'académie des sciences en Hongrie. Cette étude de conception vise à consolider la collaboration des panels internet probabilistes européens et à poser les bases d'une infrastructure européenne.

4. Opérations répétitives

Pratiques numériques 2018

Objectifs : Largement inspirée de l'enquête TIC de l'INSEE, cette enquête est administrée aux panélistes chaque année depuis leur entrée dans le panel afin de mesurer l'évolution de leurs pratiques numériques. Elle traite de l'accès à Internet, de l'utilisation d'Internet et des compétences numériques.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : mars-avril 2018

Enquête annuelle 2018

Objectifs : Il s'agit de disposer chaque année de nombreuses variables socio-démographiques (renseignements signalétiques, travail et formation, description du ménage, logement et quartier, revenus et patrimoine) ainsi que de variables de croisement et d'indicateurs fréquemment utilisés en sciences humaines et sociales (liens sociaux, loisirs/culture, religion, politique, santé et habitudes de vie). Le questionnaire a été construit en collaboration avec plusieurs chercheurs spécialistes des thèmes abordés et avec les membres du comité scientifique et technique. En outre, les questions retenues sont très largement issues d'enquêtes existantes et une grande partie sera répétée une fois par an. La plupart des variables socio-démographiques sont systématiquement appariées aux fichiers de données diffusés.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : mars-avril 2018